



PROCEDURE n° 2026-05

**Objet : Accord-cadre relatif à l'acquisition en
hélium liquide et gazeux pour le CNRS et les
bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat
(hors Corse et hors départements et
collectivités d'outre-mer)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Commun à tous les lots

Table des matières

PREAMBULE	6
GLOSSAIRE.....	7
1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	8
1.1 Description synthétique.....	8
1.2 Allotissement et périmètre d'exécution.....	8
1.3 Volumétries estimée et maximale.....	8
1.4 Forme de l'accord-cadre	9
2. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES BÉNÉFICIAIRES.....	10
2.1 Pouvoir adjudicateur	10
2.2 Bénéficiaires	10
3. ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS	11
4. CONTEXTE.....	11
4.1 Présentation du CNRS.....	11
4.2 L'usage d'hélium	12
4.3 Contexte économique	12
4.4 Objectifs de l'accord-cadre	12
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS MINIMALES ATTENDUES	12
5.1 Spécifications techniques par lot.....	12
5.2 Prestations associées	14
5.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultative.....	15
6. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	16
6.1 Durée initiale.....	16
6.2 Exécution des bons de commande	16
6.3 Coopération.....	16
6.4 Durée des marchés subséquents.....	16
7. REUNIONS SEMESTRIELLES DE SUIVI	17
7.1 Réunions de suivi.....	17
7.2 Périmètre des réunions et bénéficiaires	18
7.3 Organisation et documents préparatoires	18
7.4 Compte rendu	18
8. CONDITIONS D'EXÉCUTION	18
8.1 Obligations de sécurité.....	18
8.2 – Gestion des commandes et modalités de livraison	19

8.2.1 Commandes standard.....	19
8.2.2 Livraisons urgentes	21
8.3 – Suspension de l'exclusivité du titulaire du Lot 1 et du Lot 2	22
9. LOGISTIQUE ET LIVRAISONS.....	22
9.1 Sites de livraison	22
9.2 Délais de livraison	23
9.3 Immobilisation et reprise des contenants.....	23
9.4 Sécurisation des approvisionnements	24
10. QUALITÉ – CONTRÔLE & TRAÇABILITÉ	25
10.1 Conformité des produits.....	25
10.2 Vérification qualitative	26
10.3 Vérification quantitative	27
10.4 Origine des approvisionnements – Interdiction d'importation depuis la Fédération de Russie.....	28
10.4.1 Interdiction de fourniture d'hélium d'origine russe.....	28
10.4.2 Non-contournement, transit, transbordement et traçabilité renforcée.....	29
10.4.3 Évolution du cadre réglementaire international	30
11. RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE).....	30
11.1 Engagements	30
11.2 Innovation.....	31
11.3 Suivi	32
12 PRIX – RÈGLEMENT – RÉVISION	32
12.1 Prix révisable (prestation de transport)	33
12.2 – Fluctuations exceptionnelles de la valeur de la ressource hélium.....	34
12.3 – Clause de réexamen portant sur la modification du volume maximale de l'accord-cadre applicable par lot.....	36
12.4 Correction d'erreurs de facturation.....	38
12.5 Exemple de calcul du prix total facturé par livraison	38
13. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT	38
13.1 Modalités de règlement.....	38
13.2 Présentation et contenu des factures	38
13.3 Délai global de paiement	39
13.4 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire	40
14. PÉNALITÉS	40
14.1 – Pénalités à l'échelle du pilotage de l'accord-cadre	40
14.1.1 Manquements aux engagements environnementaux (RSE).....	41

14.1.2 Non-conformité récurrente des produits	41
14.1.3 Pénalité liée à un défaut de qualité de pilotage des prestations par le titulaire	42
14.2 – Pénalités à l'échelle du bon de commande.....	42
14.2.1 Retard de livraison	42
14.2.2 Retard dans la reprise des contenants	43
14.2.3 Non-conformité d'un produit livré	43
14.2.4 Livraison interdite d'hélium d'origine russe ou via transit.....	43
14.3 Pénalités fixées à l'annexe 2 du présent document.....	45
15. SOUS-TRAITANCE	45
15.1 Demande d'acceptation préalable.....	45
15.2 Acceptation et portée	46
15.3 Suivi et contrôle.....	46
15.4 Limites et interdictions.....	47
16. FIN DU CONTRAT – RÉSILIATION	48
16.1 Cas de résiliation	48
16.1.1. Manquement grave du titulaire.....	48
16.1.2. Fausse déclaration, dissimulation ou document falsifié	48
16.1.3. Défaut de mise en œuvre des mesures correctives	48
16.1.4. Motif d'intérêt général	48
16.1.5. Force majeure.....	49
16.1.6. Rupture ou réduction significative d'approvisionnement sans activation du plan de continuité	49
16.2 Procédure de résiliation	49
16.3 Résiliation en urgence.....	49
16.4 Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents	50
16.5 Résiliation d'un marché subséquent par un bénéficiaire	50
16.6 Conséquences de la résiliation.....	51
16.6.1. Cessation des prestations.....	51
16.6.2. Reprise des prestations par un tiers.....	51
16.6.3. Restitution des informations et documents	51
16.6.4. Gestion et reprise des contenants	51
16.6.5. Conséquences financières.....	51
16.6.6. Maintien des responsabilités	52
16.6.7. Continuité de service	52
16.7 – Dispositions applicables aux marchés subséquents et aux bons de commande	52
17. PROPRIÉTÉ – CONFIDENTIALITÉ	52

17.1 Propriété des contenants.....	52
17.2 Obligation de confidentialité	53
17.3 Mesures de protection.....	54
18. PROTECTION DES DONNEES	54
18.1 Cadre légal.....	54
18.2 Nature des données traitées	55
18.3 Finalité et limitation d'usage	55
18.4 Mesures de sécurité	55
18.5 Notification des violations	55
18.6 Durée de conservation.....	55
19. ASSURANCES.....	55
19.1 Obligation de couverture.....	56
19.2 Garanties minimales requises	56
19.3 Contenu des attestations.....	56
19.4 Modification ou résiliation	56
19.5 Défaut de présentation.....	56
20. LITIGES RELATIFS A L'ACCORD-CADRE	56
21. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	57

PREAMBULE

Conformément aux dispositions de l'article R322-3, 8° du Code de la recherche, issu du décret n° 2023-1321 du 27 décembre 2023 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique, le CNRS agit en qualité de centrale d'achat au sens des articles L2113-1 et L2113-2 du Code de la commande publique.

Dans ce cadre, le CNRS exerce son activité de centrale d'achat pour :

- acquérir des fournitures ou services destinés à ses propres besoins ou à ceux d'autres pouvoirs adjudicateurs,
- passer des marchés publics ou conclure des accords-cadres de fournitures et services destinés à des pouvoirs adjudicateurs liés à la gestion et au fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la valorisation de ses résultats et du transfert de technologie.

L'Accord-cadre du CNRS a vocation à répondre prioritairement aux besoins de ses unités de recherche, mais il peut également être mis à disposition de tout pouvoir adjudicateur qui en fait la demande, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, sous réserve que ce bénéficiaire remplisse les conditions suivantes :

- être un pouvoir adjudicateur, au sens de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014,
- être lié à la gestion et au fonctionnement du service public de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la valorisation de ses résultats et du transfert de technologie.

La mise à disposition de l'Accord-cadre du CNRS ne nécessite pas l'accord préalable du Titulaire, dès lors que le bénéficiaire satisfait aux conditions ci-dessus.

Dans cette hypothèse, le CNRS demeure compétent, au titre de son Accord-cadre, pour :

- procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants relatifs à son contenu,
- prononcer sa résiliation,
- réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification de l'accord-cadre.

En revanche, l'exercice des compétences relatives à la passation et à l'exécution des marchés subséquents relève des seuls bénéficiaires de ces accords-cadres.

Dans ce cadre, le présent accord-cadre a pour seul objet de définir les conditions générales applicables aux fournitures et prestations d'hélium susceptibles d'être commandées par le CNRS ou par les bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat.

Il appartient à chaque bénéficiaire souhaitant recourir à l'accord-cadre de conclure, pour la satisfaction de ses propres besoins, un marché subséquent avec le titulaire du lot concerné, dans les conditions prévues par le Code de la commande publique et par le présent CCP.

L'exécution des prestations, la gestion des commandes, la réception des fournitures, la facturation et le paiement relèvent exclusivement du bénéficiaire pour les marchés subséquents qu'il conclut.

GLOSSAIRE

Afin d'éviter toute ambiguïté dans l'interprétation des présentes clauses, les termes ci-après sont définis comme suit :

- **Pureté** : pourcentage d'hélium contenu dans le produit livré.
 - Hélium liquide : pureté > 99,995 % (*grade A* du US Bureau of Mines).
 - Hélium gazeux haut grade : pureté ≥ 99,9990 % (qualité 5.0) et, sur demande, pureté ≥ 99,99990 % (qualité 6.0).
 - Hélium industriel : pureté > 97,5 %.
- **Dewar** : contenant isotherme, de transport ou non, destiné au stockage à court terme de l'hélium liquide.
- **Bouteille** : contenant de stockage d'hélium gazeux, pression usuelle 200 bars, volume standard 50 L (B50).
- **Cadre** : rack de bouteilles, typiquement 12 B50.
- **Réservoir de transport** : tout type de contenant utilisé pour la livraison d'hélium (réservoir mobile/Dewar, conteneur fixe, tube trailer, cadre), conforme aux réglementations ADR et nationales applicables, et portant les marquages réglementaires en vigueur.
- **ADR** : Accord Européen relatif au transport des marchandises dangereuses par route, et ses annexes A et B, dans leur version en vigueur à la date d'exécution des prestations.
- **BPU (Bordereau des Prix Unitaires)** : document contractuel annexé à l'accord-cadre, listant l'ensemble des prix unitaires applicables aux fournitures et prestations, ventilés par poste et par lot.
- **FDS (Fiche de Données de Sécurité)** : document conforme aux règlements (CE) n° 1907/2006 dit "REACH" et (CE) n° 1272/2008 dit "CLP", fournissant les informations relatives aux dangers d'une substance ou d'un mélange et aux précautions à prendre lors de sa manipulation, de son stockage et de son transport.
- **Plan de continuité de service** : ensemble des mesures et moyens prévus pour assurer la fourniture d'hélium et des services associés en cas d'incident, de rupture d'approvisionnement ou de situation perturbant la chaîne logistique.
- **Établissement** : désigne le CNRS, en sa qualité de pouvoir adjudicateur et de centrale d'achat, ainsi que tout établissement bénéficiaire de cette activité. Sauf stipulation expresse contraire, toute référence à un « Établissement » s'applique indifféremment au CNRS et aux établissements bénéficiaires. Lorsqu'une clause mentionne expressément le CNRS, elle s'applique exclusivement à celui-ci.
- **Backlogs** : désignent des commandes partiellement livrées ou non encore livrées, mais déjà enregistrées, et restant à honorer..

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Description synthétique

Le présent accord-cadre a pour objet l'approvisionnement en hélium gazeux et liquide des unités de recherche dont le CNRS ou ses partenaires sont tutelles, sur l'ensemble du territoire national (hors Corse et hors départements et collectivités d'outre-mer). Il s'adresse également aux bénéficiaires de l'activité de la centrale d'achat du CNRS.

Il comprend :

- La fourniture d'hélium ;
- La location du matériel de stockage durant la livraison (dépotage) ;
- Le transport du matériel et du produit jusqu'aux sites des utilisateurs (CNRS UMR) et des bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat du CNRS ;
- Le suivi, la traçabilité et les obligations de continuité d'approvisionnement.

1.2 Allotissement et périmètre d'exécution

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, l'allotissement est défini comme suit :

- Lot 1 : Hélium liquide livré en Dewars (vases isothermes) ;
- Lot 2 : Hélium liquide livré par ISO-Containers ;
- Lot 3 : Hélium gazeux pur (type 5.0, 6.0) ;
- Lot 4 : Hélium gazeux industriel.

Le périmètre géographique de cet allotissement concerne la France hors Corse et hors DROM COM.

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-10 et R.2113-1 du Code de la commande publique, et afin de préserver l'équilibre des relations contractuelles, de limiter les risques de dépendance économique et de sécuriser la continuité des approvisionnements en hélium, un même opérateur économique ne peut pas être titulaire à la fois du lot n°4 (hélium gazeux industriel) et de l'un ou l'autre des lots n°1 et n°2 (hélium liquide).

1.3 Volumétries estimée et maximale

L'accord-cadre est conclu sans minimum de commandes.

La volumétrie des consommations d'Hélium est répartie de la manière suivante :

Estimations vs volumétrie maximum en unité de volume	Volumétrie CNRS		Volumétrie CNRS et activité centrale d'achat du CNRS	
Lot	Volume estimé annuel en litres	Volume estimé en litres sur 4 ans	Volume maximum annuel en litres	Volume maximum sur 4 ans en litres

1	150 000	600 000	750 000	3 000 000
2	80 000	320 000	400 000	1 600 000
3	100 000	400 000	500 000	2 000 000
4	30 000	120 000	1 000 000	4 000 000

Spécifiquement pour le lot 4, l'écart entre la volumétrie estimée CNRS et le volume maximum se justifie par la prise en compte d'hypothèses de crise dans l'approvisionnement de l'hélium qui pourrait conduire le CNRS et les bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat à modifier leur stratégie d'achat d'approvisionnement en hélium.

Les volumes estimatifs et maximaux mentionnés au présent article constituent des plafonds globaux appréciés au niveau de l'accord-cadre, pour l'ensemble des commandes susceptibles d'être passées par le CNRS et par les bénéficiaires de la centrale d'achat.

Ces volumes ne valent ni engagement de commande, ni engagement financier minimum, tant pour le CNRS que pour les bénéficiaires.

Chaque marché subséquent est établi par le Bénéficiaire qui en assure sa conclusion, en détermine sous sa responsabilité le volume estimatif ou maximal, dans le respect des stipulations du présent accord-cadre.

1.4 Forme de l'accord-cadre

Le présent contrat est passé sous la forme de la technique d'achat de l'Accord-cadre en application des articles L2125-1-1°, R2162-1, R2162-4, R2162-13, R2162-14 et R2121-8 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mixte, en application des articles L2125-1 et R2162-2 du Code de la commande publique et s'exécute de la manière suivante :

- Exclusivement par bons de commande, conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, pour les besoins du CNRS ;
- À marchés subséquents prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour les bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat du CNRS.

Pour chacun des lots, il s'agit d'un Accord-cadre mono-attributaire. Il est conclu avec un seul opérateur économique par lot.

Le présent accord-cadre est conclu par le CNRS en sa qualité de centrale d'achat.

Il ne crée, par lui-même, aucune obligation de commande au profit du CNRS ou des bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat.

Les prestations sont exécutées, selon les cas :

- soit dans le cadre de marchés conclus directement par le CNRS pour la satisfaction de ses propres besoins ;
- soit dans le cadre de marchés subséquents conclus directement par les bénéficiaires avec le titulaire du lot concerné.

Chaque marché subséquent constitue un contrat distinct, conclu pour le compte exclusif du bénéficiaire concerné, lequel en assure l'entière exécution dans les conditions définies par le présent CCP.

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions générales applicables aux fournitures et prestations d'hélium.

Les engagements juridiques et financiers naissent exclusivement de la conclusion des marchés subséquents, lesquels précisent notamment leur durée, leur montant, leurs modalités d'exécution et leurs conditions de résiliation.

Chaque marché subséquent est exécuté sous la responsabilité du pouvoir adjudicateur qui l'a conclu.

2. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES BÉNÉFICIAIRES

2.1 Pouvoir adjudicateur

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), représenté par le Directeur Délégué aux Achats et à l'Innovation, est pouvoir adjudicateur.

Pour les bénéficiaires de la centrale d'achat du CNRS, l'identification du Pouvoir adjudicateur se fera dans le Marché Subséquent.

2.2 Bénéficiaires

Les bénéficiaires du présent accord-cadre sont les unités de recherche du CNRS et unités mixtes de recherche dont le CNRS est tutelle, réparties sur le territoire national (hors Corse et hors départements et collectivités d'outre-mer). La liste sera communiquée aux titulaires lors de la notification de l'accord-cadre. Cette liste est amenée à évoluer sans avenant dès lors que la nature et les conditions des prestations demeurent inchangées.

Le présent accord-cadre couvre également les besoins des bénéficiaires désignés en annexe 2 du CCP, dans le cadre de l'activité de centrale d'achat du CNRS. L'intégration d'un nouvel établissement ou d'un nouveau site pour un établissement déjà listé, mais non prévu initialement au contrat entraînera une mise à jour de cette annexe, notifiée au titulaire, sans qu'un avenant soit requis, dès lors que la nature et les conditions des prestations demeurent inchangées, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Lorsqu'un bénéficiaire recourt au présent accord-cadre, il agit en qualité de pouvoir adjudicateur pour la passation et l'exécution de ses marchés subséquents.

À ce titre, le bénéficiaire est seul responsable :

- de la passation de ses marchés subséquents ;
- de l'émission des bons de commande ;
- de la réception des fournitures et prestations ;
- du règlement des factures correspondantes.

Le CNRS n'intervient pas dans l'exécution des marchés subséquents conclus par les bénéficiaires et ne saurait être tenu responsable des conditions d'exécution ou de paiement de ces marchés.

3. ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS

En cas de contradiction ou de divergence d'interprétation entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, l'ordre de priorité décroissant suivant est appliqué, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS relatif à la hiérarchie des pièces contractuelles et sous réserve des adaptations prévues ci-après :

1. L'acte d'engagement du lot concerné et son annexe relative au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) commun à tous les lots et ses 5 annexes ;
3. CCP Annexe 1 Liste bénéficiaire centrale d'achat du CNRS ;
4. CCP Annexe 2 Confidentialité, protection des données et mesures de sécurité ;
5. CCP Annexe 3 Procédure d'urgence plan sinistre ;
6. CCP Annexe 4 Déroulé type d'une réunion semestrielle de suivi ;
7. CCP annexe 5_liste des ordonnateurs et comptables du CNRS ;
8. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, désigné « CCAG-FCS » dans le présent CCP ;
9. Le cadre de réponse technique du titulaire (CRT) du lot concerné, ainsi que l'ensemble des documents, notices, fiches techniques, engagements, méthodologies et pièces complémentaires transmis par le soumissionnaire à l'appui de son offre, lesquels sont réputés constituer des annexes contractuelles à part entière ;
10. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'Accord-cadre.

En cas de contradiction entre les documents énumérés ci-dessous, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause.

Toute clause portée dans l'offre du titulaire, dans ses documents annexes ou dans toute documentation quelconque, qui serait contraire ou qui modifierait les dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Bien que non matériellement joint, le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties. Les titulaires des accords-cadres ne peuvent pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'Établissement.

4. CONTEXTE

4.1 Présentation du CNRS

Le CNRS est un établissement public national à caractère scientifique et technologique, placé sous la tutelle du ministère chargé de la recherche. Conformément aux dispositions des articles L.311-1 et suivants du Code de la recherche. Il regroupe environ 1 300 unités de recherche, dont 200 à 300 sont des consommateurs réguliers d'hélium.

Le CNRS agit en tant que centrale d'achat auprès d'établissements éligibles, cumulant la qualité de Pouvoir Adjudicateur et en lien avec l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, le transfert et la valorisation technologique.

4.2 L'usage d'hélium

L'hélium est utilisé pour des recherches nécessitant de basses températures (RMN, quantique, supraconductivité...) ainsi qu'en cryogénie.

4.3 Contexte économique

Les récentes tensions sur le marché mondial de l'hélium ont conduit à des ruptures d'approvisionnement et à une forte hausse des prix, ce qui justifie, conformément à l'article L.2111-1 du Code de la commande publique, la mise en œuvre d'un accord-cadre visant à répondre à un besoin régulier et à sécuriser l'approvisionnement.

Cet accord-cadre s'inscrit également dans une démarche de réduction de l'empreinte environnementale, notamment par la limitation des pertes d'hélium et l'optimisation des transports.

4.4 Objectifs de l'accord-cadre

Cet accord-cadre a pour objectif de sécuriser l'approvisionnement et de stabiliser les coûts pour le CNRS, notamment au bénéfice de ses unités de recherche (UPR et UMR), ainsi que, le cas échéant, des établissements bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat. Le découpage par lots vise à optimiser la logistique, réduire les coûts de transport, et sécuriser les approvisionnements en multipliant les sources et points de livraison.

L'approvisionnement et le transport d'hélium sont soumis aux réglementations nationales et internationales relatives aux gaz industriels, notamment :

- Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), tel que transposé par l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif au transport de marchandises dangereuses par route ;
- Règlement (CE) n° 1272/2008 (CLP) relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et mélanges ;
- Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ;
- Prescriptions techniques issues du Code du travail (notamment articles R.4461-1 et suivants relatifs aux risques liés aux gaz sous pression et cryogéniques) et du Code de l'environnement pour la manipulation et le stockage des gaz dangereux.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS MINIMALES ATTENDUES

5.1 Spécifications techniques par lot

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'hélium sous forme liquide et gazeuse, selon les spécifications techniques propres à chaque lot, ainsi que la réalisation des prestations associées permettant d'assurer la continuité et la sécurité de ces approvisionnements.

Pour chaque lot, le titulaire fournit un certificat d'analyse attestant de la conformité du produit livré aux caractéristiques requises, remis à l'Établissement, à chaque livraison ou mise à disposition.

5.1.1 Lot 1 – Hélium liquide livré en Dewars

Le titulaire s'engage à fournir un produit d'une pureté minimale de 99,995 %, correspondant à la définition du grade A du US Bureau of Mines. Une tolérance de $\pm 0,001$ % est admise pour tenir compte des incertitudes de mesure.

Les formats de livraison peuvent varier du Dewar (vase isotherme) d'une capacité comprise entre 100 et 500 litres, Le choix du contenant est déterminé en fonction des besoins exprimés par l'utilisateur, de la configuration du site et de la disponibilité du matériel.

En cas d'indisponibilité du format demandé, le titulaire propose un format de substitution après validation de l'utilisateur.

- Pureté minimale : 99,995 % (*grade A* – US Bureau of Mines) ;
- Formats : Dewar 100 L, 250L et 500 L.

5.1.2 Lot 2 – Hélium liquide livré par ISO-containers

Le lot 2 porte sur l'approvisionnement en hélium liquide livré par ISO-containers (conteneurs cryogéniques fixes), destiné aux sites disposant des infrastructures nécessaires à la réception et à l'exploitation de ces contenants (notamment en termes d'accès, de zone d'implantation, de sécurité et de raccordements).

Le titulaire s'engage à fournir un produit d'une pureté minimale de 99,995 %, correspondant à la définition du grade A du US Bureau of Mines, avec une tolérance de $\pm 0,001$ % admise au titre des incertitudes de mesure.

Avant toute première livraison sur un site, le titulaire assure la vérification de la compatibilité technique et opérationnelle du site (conditions d'accès, implantation, interfaces de raccordement et conditions de mise en sécurité), afin de garantir la bonne exécution des livraisons.

En cas d'indisponibilité du format demandé, le titulaire propose un format de substitution (dans la gamme ISO-containers) après validation de l'utilisateur.

Le titulaire a en charge la vérification de la compatibilité technique du site avant toute première livraison de conteneur fixe.

- Pureté minimale : 99,995 % (*grade A* – US Bureau of Mines) ;
- Formats : ISO-containers – volumétrie à renseigner au BPU, comprise entre 3 000 L et 37 850 L (équivalent 11 000 gallons).

5.1.3 Lot 3 – Hélium gazeux haut grade

La pureté minimale exigée est de 99,9990% (qualité dite 5.0). Sur demande expresse, le titulaire doit également être en mesure de fournir une pureté supérieure, à 99,99990 % (qualité 6.0), pour des usages spécifiques.

La commande d'hélium de pureté 6.0 doit être notifiée au titulaire avec un préavis minimum de 8 jours ouvrés.

Les livraisons sont effectuées dans des bouteilles comprimées à 200 bars, généralement au format 50 litres (B50), mais pouvant être adaptées à des volumes inférieurs. Les cadres standards, composés jusqu'à 12 bouteilles B50, peuvent également être utilisés lorsque la logistique du site le permet.

- Pureté minimale : 99,9990 % (5.0) ;
- Pureté supérieure : 99,99990 % (6.0), sur demande ;
- Formats : bouteilles 20L, 50L à 200 bars (B20, B50), cadres de 6 à 12 B50.

5.1.4 Lot 4 – Hélium gazeux industriel

La pureté minimale requise est de 97,5 %. Chaque livraison est accompagnée d'un certificat d'analyse attestant la pureté mesurée. Ce gaz est destiné à compléter les volumes d'hélium recyclés dans les centres de liquéfaction, ces derniers étant équipés de purificateurs ne pouvant accepter une qualité moindre.

Les livraisons s'effectuent dans des contenants adaptés aux installations du site utilisateur.

- Pureté minimale : 97,5 % ;
- En complément des volumes recyclés dans les liquéfacteurs ;
- Formats : Tube trailer 4000 Nm3 ou 7000 Nm3 et Cadres 12xB50 ou 9xB50

5.2 Prestations associées

La prestation de fourniture comprend le transport des produits depuis les installations du titulaire jusqu'aux sites de l'Établissement (dont UPR CNRS/ UMR), la mise à disposition de l'ensemble du matériel de stockage nécessaire au transport et à la livraison ainsi que, lorsque requis, les opérations de mise en service.

Ces prestations sont exécutées conformément aux prescriptions de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR – classe 2) ainsi qu'à l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif au transport de marchandises dangereuses par route.

La mise en service par l'utilisateur des équipements nécessaires doit intervenir dans un délai maximal de 24h heures après leur livraison.

Les installations de stockage et les contenants utilisés pendant la durée de la prestation demeurent la propriété du titulaire, qui en assure l'entretien et veille à leur conformité réglementaire, notamment au regard de la norme ISO 21010:2017 relative au matériel cryogénique, de la norme ISO 11120 applicable aux grands récipients à pression transportables et des dispositions du Code du travail (articles R.4461-1 et suivants) relatives à la prévention des risques liés aux gaz sous pression et cryogéniques.

Les Dewars de transport utilisés pour la livraison d'hélium liquide peuvent être conservés sur site au-delà d'une journée ouvrée lorsque les contraintes techniques, d'exploitation ou de sécurité du site le nécessitent.

Leur immobilisation, leur reprise et les conditions de facturation associées sont régies exclusivement par les dispositions de l'article 9.3 du présent CCP.

Le titulaire assume la responsabilité civile de tout dommage pouvant survenir dans des conditions normales d'utilisation.

La location de ces matériels est facturée conformément aux conditions prévues dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Dès la première livraison, le titulaire fournit les fiches de données de sécurité (FDS) conformes au règlement (CE) n° 1907/2006 dit « REACH » et au règlement (CE) n° 1272/2008 dit « CLP », en français et en anglais, au format électronique et, sur demande, sur support papier, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS relatif à l'assistance technique.

Le titulaire doit disposer d'un service après-vente et d'une organisation technique lui permettant de répondre aux demandes d'assistance ou de remplacement de matériel dans des délais compatibles avec les exigences de continuité des utilisateurs de l'Établissement. Ce service est accessible au minimum de 8h à 18h les jours ouvrés, et un contact d'urgence est disponible 24h/24 et 7j/7. En cas d'urgence, le titulaire doit être en mesure d'assurer la livraison d'un réservoir approprié dans un délai maximal de quarante-huit heures (48 heures) ouvrées et la livraison d'un conteneur fixe ou d'un tube trailer dans un délai maximal de cinq jours ouvrés, sauf cas de force majeure.

Toute perte d'hélium survenant pendant le transport ou le dépotage est à la charge du titulaire. Toute perte lors du transfert sur site est à la charge de l'utilisateur.

5.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultative

Pour le lot 4, une prestation supplémentaire éventuelle dite facultative de récupération et de recyclage d'hélium usagé pourra être mise en œuvre, sous réserve que cette prestation soit levée par le CNRS lors de la notification de ce lot.

Cette prestation consistera à collecter de l'hélium dégradé auprès d'un utilisateur demandeur, à le purifier dans les installations du titulaire, puis à le restituer au demandeur. Elle devra être réalisée dans le respect des prescriptions de la norme ISO 23826:2021 relative à la pureté et à l'analyse de l'hélium, ainsi que des exigences du règlement (CE) n° 1907/2006 dit « REACH » et du règlement (CE) n° 1272/2008 dit « CLP » concernant le traitement et la manipulation des gaz.

La facturation sera établie sur la base du différentiel entre la quantité d'hélium récupérée et la quantité d'hélium purifiée restituée, la valeur étant déterminée en fonction de la pureté mesurée lors de la collecte, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS relatif aux prestations annexes.

La pureté de l'hélium restitué devra être au moins équivalente à celle exigée pour le lot 4, et le recyclage devra être effectué dans des installations respectant la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles et mettant en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD).

6. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Durée initiale

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux (2) années à compter du 1^{er} janvier 2027.

Entre la date de notification de l'accord-cadre et le début de son exécution fixé au 1^{er} janvier 2027, une période préparatoire est prévue.

Cette période, distincte de la phase d'exécution de l'accord-cadre, a pour seul objet de permettre au CNRS d'engager les échanges nécessaires avec les bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat et de recueillir les informations utiles à la mise en œuvre ultérieure de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Aucune prestation, commande ou obligation d'exécution ne peut être exigée du titulaire au cours de cette période préparatoire. L'accord-cadre peut être reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée d'un (1) an.

Cette durée de deux (2) années initiales, reconductibles deux fois pour une (1) année, s'applique à chacun des lots.

La reconduction intervient de plein droit, sauf décision expresse du CNRS, notifiée au titulaire au moins deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours.

La durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, ne pourra excéder quatre (4) années.

6.2 Exécution des bons de commande

Les bons de commande émis pendant la période de validité de l'accord-cadre peuvent être exécutés au-delà de cette période, dans la limite maximale de six (6) mois à compter de la date de fin de l'accord-cadre.

6.3 Coopération

En cas de changement de titulaire à l'issue de l'accord-cadre, le titulaire sortant coopère à la transmission des informations nécessaires et, si besoin, assure les livraisons jusqu'à la mise en service effective du nouveau titulaire, dans la limite maximale de six (6) mois après la fin de l'accord-cadre, en complément des obligations prévues à l'article 35.1 du CCAG-FCS.

6.4 Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents fondés sur le présent accord-cadre doivent être conclus pendant la durée de validité de celui-ci.

Ils peuvent prévoir une durée d'exécution qui excède la date d'échéance de l'accord-cadre, dans la limite maximale de six (6) mois après la fin de l'accord-cadre, sous réserve que cette durée soit justifiée par la nature des prestations et proportionnée aux besoins à satisfaire.

À l'issue de ce délai, aucun marché subséquent ne peut produire d'effets au titre du présent accord-cadre.

L'extinction de l'accord-cadre n'emporte pas, par elle-même, extinction des marchés subséquents régulièrement conclus et exécutés dans les conditions définies au présent article.

7. REUNIONS SEMESTRIELLES DE SUIVI

7.1 Réunions de suivi

Deux réunions de suivi sont organisées chaque année par le CNRS, à environ six mois d'intervalle, par visioconférence ou sur site.

Ces réunions relèvent du suivi global de l'exécution de l'accord-cadre, exercé par le CNRS en sa qualité de centrale d'achat.

Les objectifs de ces réunions sont notamment les suivants :

- Suivi global de l'exécution de l'accord-cadre : liste des sites livrés, quantités, état des livraisons (backlog), respect des délais contractuels, analyse des incidents et non-conformités (conformément aux articles 8.2 à 8.3, 9.2 à 9.4 du présent document), points financiers et administratifs (conformément à l'article 13 du présent document) ;
- Qualité et conformité : examen des indicateurs de qualité, des certificats d'analyse (conformément aux articles 10.1 à 10.3 et 12.4 du présent document), des taux de non-conformité (conformément à l'article 14.1.2 du présent document), et suivi des actions correctives mises en place ;
- Continuité d'approvisionnement : présentation par le titulaire de l'état des stocks, des tensions éventuelles sur le marché, et mise à jour du plan de continuité si nécessaire (conformément aux articles 8.3 et 9.4 du présent document) ;
- Responsabilité sociale et environnementale (RSE) : présentation du bilan annuel GES, suivi du plan d'actions, propositions techniques innovantes, et validation de nouvelles actions (conformément aux articles 9.4 et 14.1.1 du présent document) ;
- Sécurité et gestion des contenants : point sur l'immobilisation, la reprise et l'entretien des contenants, ainsi que sur les éventuels retards et pénalités associées (conformément aux articles 9.3 et 14.1.1 du présent document) ;
- Provenance et conformité réglementaire des approvisionnements : confirmation de l'origine de l'hélium, interdiction stricte de toute provenance russe directe ou indirecte (conformément à l'article 10.4 du présent document) ;
- Assurances et conformité réglementaire : présentation des attestations d'assurance à jour et évolution des garanties depuis la dernière réunion (conformément à l'article 19 du présent document) ;
- Perspectives et évolutions : échanges sur les besoins à venir, les évolutions réglementaires ou les adaptations techniques pouvant impacter le présent contrat.

Le contenu et l'ordre du jour des réunions sont détaillés à l'Annexe 4 – Déroulé type d'une réunion semestrielle de suivi, qui constitue une référence obligatoire pour le titulaire.

7.2 Périmètre des réunions et bénéficiaires

Les réunions semestrielles de suivi prévues au présent article portent exclusivement sur le suivi global de l'accord-cadre et sont conduites par le CNRS.

Les bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat ne participent pas de plein droit à ces réunions, sauf invitation expresse du CNRS.

Sans préjudice de ce qui précède, chaque bénéficiaire conserve la faculté d'organiser, pour les besoins de l'exécution de ses propres marchés subséquents, des points de suivi ou d'échange avec le ou les titulaires des lots concernés.

Ces échanges sont distincts des réunions de suivi organisées par le CNRS et n'emportent aucun effet sur le pilotage global de l'accord-cadre.

7.3 Organisation et documents préparatoires

Le titulaire transmet les documents préparatoires (rapports, indicateurs, bilans, propositions) au moins dix (10) jours ouvrés avant la date de réunion.

Le CNRS peut adresser une demande de compléments ou de précisions avant la tenue de la réunion.

7.4 Compte rendu

Le titulaire établit un compte rendu synthétique dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réunion.

Le CNRS peut formuler des observations, qui sont intégrées dans la version finale.

Les décisions, actions correctives ou préventives validées lors de la réunion sont réputées acceptées contractuellement et intégrées au plan d'actions du titulaire, sans nécessité d'avenant, dès lors qu'elles ne modifient pas les prix ou délais contractuels ni la nature ou l'étendue des obligations contractuelles du titulaire.

8. CONDITIONS D'EXÉCUTION

8.1 Obligations de sécurité

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions réglementaires relatives à la sécurité, notamment celles issues de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR – classe 2), ainsi que les arrêtés français en vigueur, en particulier l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif au transport de marchandises dangereuses par route. Cette obligation s'applique également à tous les sous-traitants et transporteurs intervenant pour le compte du titulaire, qui doivent fournir à l'Établissement, avant toute première intervention, la preuve de leur conformité à l'ADR, ainsi qu'aux prescriptions du Code du travail (articles R.4515-1 à R.4515-11 pour le plan de prévention et articles R.4461-1 et suivants pour les gaz sous pression et cryogéniques).

Avant toute première livraison sur un site de l'Établissement, une réunion d'inspection préalable commune de sécurité est organisée entre le titulaire et le site concerné. Cette réunion, conformément à l'article 27.3 du CCAG-FCS, a pour objet de détailler et d'analyser chaque opération de chargement et de déchargement, de présenter les consignes de sécurité applicables, d'identifier les risques d'interférence entre les activités, les installations et les matériels du site de l'Établissement et du transporteur, et de définir les mesures de prévention qui devront être mises en œuvre.

À l'issue de cette réunion, un protocole de sécurité spécifique au site est rédigé et signé par les parties. Ce document doit être strictement respecté par le titulaire, ses sous-traitants et ses transporteurs pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le protocole est révisé et signé à nouveau en cas de modification substantielle des installations, procédures ou conditions d'accès de l'Établissement. Lorsque les conditions d'intervention sortent du cadre de ce protocole et que l'Établissement le juge nécessaire, un plan de prévention est établi conformément aux dispositions de l'article R.4512-7 du Code du travail et aux exigences de l'article 28.2 du CCAG-FCS.

En cas de manquement aux règles de sécurité ou aux prescriptions du protocole, l'Établissement se réserve le droit d'interdire l'accès au site au personnel concerné et d'exiger son remplacement immédiat par du personnel qualifié, conformément à l'article 28.4 du CCAG-FCS.

Les modalités détaillées de gestion des situations d'urgence ou de sinistre affectant la sécurité des personnes, la protection des installations ou la continuité d'approvisionnement sont définies à l'annexe 3 « Procédure d'urgence / plan sinistre » du présent document, que le titulaire et l'Établissement s'engagent à appliquer pendant toute la durée de l'accord-cadre.

8.2 – Gestion des commandes et modalités de livraison

Les commandes sont formalisées par l'émission de bons de commande, émis à la survenance du besoin, dans les conditions définies au présent article.

Chaque bon de commande précise notamment le point de livraison concerné, l'adresse correspondante ainsi que les coordonnées du contact sur site, généralement le gestionnaire de l'unité agissant en qualité de donneur d'ordres.

Ces informations font foi pour l'exécution de la livraison.

8.2.1 Commandes standard

Les modalités de commande définies au présent article s'appliquent indifféremment aux commandes émises par le CNRS et à celles émises par les bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat, chacun pour ce qui le concerne, à la survenance de leur besoin.

Pour les bénéficiaires, toute commande intervient exclusivement dans le cadre d'un marché subséquent préalablement conclu avec le titulaire du lot concerné.

Les commandes peuvent être transmises par courrier électronique ou par tout autre outil de prise de commande mis à disposition par le titulaire.

Les bons de commande sont émis directement par le bénéficiaire, sous sa responsabilité, et précisent notamment les références du marché subséquent correspondant.

a) Expression du besoin

Toutes les demandes de livraison sont adressées exclusivement au titulaire du lot concerné.

L'utilisateur adresse sa demande de livraison par courrier électronique à l'adresse contractuelle indiquée dans l'accord-cadre. Ou par tout autre moyen mis à disposition par le titulaire.

b) Accusé de réception et proposition de date

Le titulaire accuse réception de la demande dans un délai maximal de deux (2) jours ouvrés et propose une date de livraison respectant les délais suivants (ces délais sont exprimés en jours calendaires) :

- Dewars et bouteilles : deux (2) semaines ;
- Tubes trailers (gaz) : trois (3) semaines ;
- ISO-containers : quatre (4) semaines.

La proposition de date doit tenir compte des contraintes logistiques du site utilisateur et être compatible avec les conditions de sécurité applicables.

c) Absence de date compatible

Pour les lots 1 et 2, lorsque le titulaire n'est pas en mesure de proposer une date de livraison compatible avec les délais maximaux prévus au présent article, il en informe immédiatement l'utilisateur concerné et précise les raisons pour lesquelles ces délais ne peuvent être respectés.

Lorsque cette situation est de nature à compromettre la continuité d'approvisionnement, l'Établissement peut activer la suspension de l'exclusivité applicable au lot concerné, conformément à l'article 8.3 du présent accord-cadre, et recourir, pour la commande considérée, à un fournisseur alternatif afin d'assurer la continuité du service.

Cette suspension est mise en œuvre exclusivement pour la commande et, le cas échéant, le marché subséquent concerné, et n'emporte aucun effet sur les autres marchés subséquents rattachés au même lot, ni sur les droits des autres l'Établissements.

Une telle situation constitue un manquement aux obligations d'exécution du titulaire et peut donner lieu, en cas de récurrence, à l'application des pénalités prévues à l'article 14.2.1 b) du présent document.

d) Confirmation de la date et émission du bon de commande

L'utilisateur émet le bon de commande et le transmet au titulaire.

Ce bon de commande comporte l'ensemble des informations nécessaires à l'exécution de la livraison, notamment la désignation du produit, la quantité, le prix unitaire applicable, l'adresse de livraison, les créneaux horaires, le contact technique ainsi que la date de livraison.

En cas d'empêchement, de retard prévisible ou de difficulté susceptible d'affecter la date de livraison convenue, le titulaire en informe sans délai l'utilisateur concerné et, en tout état de cause, dès qu'il en a connaissance.

Cette information anticipée est essentielle lorsque la livraison conditionne des opérations techniques spécifiques sur site, notamment des arrêts machine nécessaires aux opérations de transvasement.

Le titulaire précise alors les causes de la difficulté rencontrée et propose, dans les meilleurs délais, une solution alternative ou une nouvelle date compatible avec les contraintes du site utilisateur.

8.2.2 Livraisons urgentes

Dans le cadre de livraison dite urgente, les dispositions du présent article s'appliquent :

a) Expression de l'urgence

En cas de besoin urgent dûment identifié comme tel, l'utilisateur adresse une demande de livraison urgente par courrier électronique au titulaire, en faisant expressément figurer le caractère urgent dans l'objet du message.

b) Accusé de réception et délai de livraison

Le titulaire accuse réception de la demande dans un délai maximal de quatre (4) heures ouvrées.

Il met tout en œuvre pour assurer la livraison dans les délais suivants :

- Dewars : trente-six (36) heures calendaires ;
- ISO-containers et tubes trailers : quatre (4) jours ouvrés.

Ces délais sont applicables entre 8h00 et 17h00, sauf accord exprès avec le site utilisateur.

c) Impossibilité de respecter les délais urgents

Pour l'ensemble des lots, si le titulaire estime ne pas pouvoir respecter les délais urgents, il en informe immédiatement l'Établissement, et en justifie les motifs. Il propose, en outre, une nouvelle date compatible avec les contraintes du site.

Lorsque cette impossibilité compromet la continuité d'approvisionnement, l'Établissement peut, pour les lots 1 et 2, activer la suspension d'exclusivité prévue à l'article 8.3 et recourir, pour la commande concernée, à un fournisseur tiers.

La mise en œuvre de cette suspension est strictement limitée à la commande et, le cas échéant, au marché subséquent concerné, et n'emporte aucun effet sur les autres marchés subséquents rattachés à l'accord-cadre ni sur les droits des autres l'Établissements.

Cette situation constitue un manquement aux obligations d'exécution et peut donner lieu, en cas de récurrence, à l'application des pénalités prévues à l'article 14.2.1 b).

d) Annulation d'une commande urgente

Toute annulation d'une commande urgente relative à des réservoirs mobiles (Dewars) doit être notifiée par écrit au titulaire au moins douze (12) heures avant l'heure prévue de livraison.

Pour les conteneurs fixes et remorques d'hélium gazeux, l'annulation doit être notifiée au moins deux (2) jours ouvrés avant la date prévue.

Passé ces délais, les frais engagés par le titulaire peuvent être facturés à l'Établissement dans la limite de 30 % du montant de la commande annulée.

8.3 – Suspension de l'exclusivité du titulaire du Lot 1 et du Lot 2

Pour le Lot 1 (hélium liquide Dewars) et le lot 2 (hélium liquide ISO-Containers), l'accord-cadre est conclu à titre exclusif au bénéfice du titulaire, sous réserve que celui-ci soit en mesure d'assurer l'exécution des commandes dans les délais contractuels prévus par le présent CCP.

Lorsque le titulaire du lot concerné ne confirme pas sa capacité à livrer dans les délais contractuels, l'utilisateur, peut, pour la ou les commande(s) concernée(s), s'adresser à un autre fournisseur, afin d'assurer la continuité d'approvisionnement des unités scientifiques.

En cas de récurrence, cette situation peut donner lieu :

- A l'application des pénalités prévues à l'article 14.2.1 b),
- Et, le cas échéant, à la mise en œuvre des mesures de résiliation prévues à l'article 16.

La suspension d'exclusivité est décidée par l'Établissement concerné, sur la base d'un constat objectif du non-respect des délais contractuels.

Elle est notifiée par écrit au titulaire et est strictement limitée à la commande ou au marché subséquent concerné.

Elle ne constitue pas une résiliation du lot concerné et ne remet pas en cause les autres marchés subséquents en cours.

Le CNRS est informé de toute mise en œuvre de cette clause dans le cadre des réunions de suivi prévues à l'article 7.

9. LOGISTIQUE ET LIVRAISONS

9.1 Sites de livraison

Pour chaque Établissement, la liste des sites utilisateurs est transmise au titulaire lors de la notification de l'accord-cadre ou, le cas échéant, lors de la notification du marché subséquent.

Les adresses et points de livraison effectifs sont précisés dans chaque bon de commande, lequel mentionne également les coordonnées du contact sur site, généralement le gestionnaire de l'unité agissant en qualité de donneur d'ordres.

Chaque site utilisateur met à disposition du titulaire, préalablement à toute première livraison, les documents nécessaires à l'intervention : plans d'accès, consignes de sécurité spécifiques, contraintes logistiques, horaires d'ouverture, conditions d'accès ou de circulation. Ces documents peuvent être transmis au titulaire et à ses transporteurs par l'Établissement concerné ou directement par le site utilisateur.

Le titulaire et ses transporteurs doivent respecter l'ensemble de ces consignes lors de l'exécution des prestations. En cas d'absence, de modification ou d'erreur dans les documents fournis, le site utilisateur ou l'Établissement concerné en informe le titulaire sans délai.

Ces éléments participent aux mesures de prévention prévues par le Code du travail, notamment les articles R.4512-6 et R.4515-1 à R.4515-11 relatifs à la coordination des interventions et à la prévention des risques professionnels.

9.2 Délais de livraison

Les livraisons sont effectuées aux jours et heures ouvrés des sites utilisateurs (8h00–17h00), sauf disposition particulière mentionnée dans le bon de commande ou dans les conditions spécifiques du site.

Pour les livraisons standard, la date de livraison est confirmée par le titulaire au moins sept (7) jours calendaires avant la date prévue, conformément à l'article 8.2.1.

En cas de besoin urgent dûment identifié, les délais applicables sont ceux définis à l'article 8.2.2 du présent document.

Le respect des délais de livraison, des demandes urgentes et des difficultés logistiques rencontrées fait l'objet d'une restitution spécifique lors des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7.

9.3 Immobilisation et reprise des contenants

À l'issue des opérations de dépotage ou de transfert, le site utilisateur, ou le bénéficiaire de l'activité de centrale d'achat informe le titulaire, par courrier électronique adressé à l'adresse contractuelle, que le contenant est prêt à être repris. Le délai de reprise court à compter de la réception de cet avis.

Le titulaire dispose d'un délai maximal de quarante-huit (48) heures ouvrées pour procéder à l'enlèvement du contenant, aux heures ouvrées du site.

Une franchise de location est accordée afin de permettre le dépotage complet :

- Soixante-douze (72) heures pour les conteneurs fixes d'hélium liquide ;
- Vingt (20) jours ouvrés pour les réservoirs mobiles (Dewars) ;
- Quatre (4) jours ouvrés pour les remorques d'hélium gazeux.

Chaque reprise de contenant donne lieu à un bon de reprise signé par l'Établissement et le transporteur, mentionnant la date et l'heure d'enlèvement.

Au-delà des franchises définies ci-dessus, des frais de location journaliers sont facturés conformément au Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Lorsque le site choisit de conserver un contenant pour une rotation ultérieure, la facturation de la location court depuis la date de livraison jusqu'à la date de reprise effective.

Le titulaire demeure responsable de l'entretien, de la conformité réglementaire et du bon fonctionnement du matériel pendant toute la période d'immobilisation sur site. Les délais de reprise, ainsi que leur respect, sont suivis dans le cadre des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7.

Tout retard dans la reprise des contenants au-delà des franchises définies au présent article entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 14.2.2 « Retard dans la reprise des contenants ».

Les dispositions du présent article s'appliquent également, le cas échéant, aux bouteilles et cadres mis à disposition ou utilisés dans le cadre du lot n°3 (hélium gazeux).

À ce titre, l'immobilisation, la reprise, la rotation, l'entretien et la restitution de ces contenants sont réalisés dans des conditions garantissant la continuité de l'approvisionnement, la sécurité des personnes et des installations, ainsi que la conformité aux exigences réglementaires applicables.

9.4 Sécurisation des approvisionnements

Le titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires pour garantir la continuité de l'approvisionnement en hélium, quel que soit le lot concerné, y compris en période de tension sur le marché mondial. Il dispose, à cette fin, de plusieurs sources d'approvisionnement distinctes, d'une organisation logistique adaptable et de capacités internes lui permettant d'assurer la disponibilité du produit en toutes circonstances normales d'exploitation.

Afin d'assurer un niveau minimal de sécurité :

- Le titulaire maintient en permanence un stock tampon opérationnel équivalent à au moins dix (10) jours de consommation moyenne nationale du CNRS, calculée sur les douze derniers mois ;
- Il démontre, lors des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7, sa capacité à mobiliser rapidement, en cas de tension avérée, des volumes supplémentaires permettant d'assurer jusqu'à trente (30) jours de couverture, notamment via ses dépôts, installations de production, contrats d'approvisionnement alternatifs ou partenariats industriels.

Le titulaire transmet au CNRS :

- Un état mensuel de ses stocks disponibles, ventilé par site de stockage ;
- Une analyse prévisionnelle des risques d'approvisionnement, incluant l'identification des facteurs de tension potentiels ;
- Et, en cas de tension anticipée, un plan d'augmentation temporaire du stock tampon, détaillant les volumes mobilisables, leur origine, les délais de mise à disposition et les moyens logistiques associés.

Tout événement susceptible d'affecter significativement la disponibilité du produit, la capacité de production, le transport ou les délais de livraison doit être signalé sans délai au CNRS, accompagné d'une analyse de risques et des mesures envisagées pour en limiter l'impact.

En cas de risque de rupture, le titulaire transmet au CNRS, dès qu'il en a connaissance et au plus tard un mois avant la date estimée de rupture, un plan de continuité conforme aux prescriptions du présent article. Ce plan précise *a minima* :

- Les volumes immédiatement disponibles,
- Les origines alternatives du produit,
- Les délais de mise à disposition,
- Les moyens logistiques mobilisables,
- Et la durée estimée des mesures de substitution.

Le plan de continuité est mis en œuvre après validation par le CNRS.

Si le plan de continuité n'est pas validé par le CNRS, notamment en cas de risques de compromettre la continuité de l'approvisionnement, le CNRS se laisse la possibilité de suspendre l'exclusivité pour les lots 1 et 2.

Le non-respect des obligations prévues au présent article peut entraîner l'application des pénalités contractuelles prévues à l'article 14.2.6 « Interruption d'approvisionnement » et, en cas de récurrence ou de gravité, la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 16 relatives à la résiliation de l'accord-cadre.

Les dispositions du présent article relatives à la sécurisation des approvisionnements s'appliquent à l'exécution des prestations réalisées pour le compte du CNRS ainsi que pour le compte des bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat, dans le cadre des marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre.

À ce titre, le titulaire met en œuvre les mesures appropriées afin d'assurer la continuité des approvisionnements au bénéfice des bénéficiaires concernés, incluant, le cas échéant, la constitution et la gestion de stocks tampons, lorsque cela est nécessaire au regard des contraintes d'approvisionnement et des besoins identifiés.

10. QUALITÉ – CONTRÔLE & TRAÇABILITÉ

10.1 Conformité des produits

La conformité des produits livrés est appréciée au regard des spécifications techniques propres à chaque lot, telles que définies aux articles 5.1.1 (hélium liquide Dewars), 5.1.2 (hélium liquide ISO-containers) 5.1.3 (hélium gazeux haut grade) et 5.1.4 (hélium gazeux industriel) du présent CCP.

Pour chaque livraison, le titulaire fournit une Fiche de Données de Sécurité (FDS) conforme :

- Au règlement (CE) n° 1907/2006 dit « REACH »,
- Au règlement (CE) n° 1272/2008 dit « CLP »,
- Et aux obligations d'information prévues à l'article R.4411-73 du Code du travail.

Les FDS doivent être rédigées en français et en anglais, transmises au format électronique lors de la première livraison et disponibles sur demande au format papier.

La traçabilité des produits, notamment l'origine, les certificats d'analyse et les documents associés, est assurée conformément aux exigences des articles 10.4 et 10.4.1 du présent CCP.

Les contrôles de conformité réalisés par l'Établissement, ainsi que les éventuelles non-conformités constatées et les mesures correctives mises en œuvre, font l'objet d'un suivi lors des réunions semestrielles prévues à l'article 7.

10.2 Vérification qualitative

Lot 1 : Hélium liquide Dewars

Pour l'hélium liquide livré en Dewars, la pureté minimale exigée est de 99,995 %, conformément aux normes ISO 21087:2019, relatives aux spécifications et méthodes d'analyse des gaz à haute pureté.

L'Établissement peut procéder à un contrôle qualitatif du produit livré, notamment par analyse réalisée après vaporisation, dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-FCS (vérification qualitative et vérification contradictoire).

Si le produit livré est déclaré non conforme aux spécifications du présent accord-cadre, le titulaire procède, à ses frais :

- Au retrait immédiat de l'intégralité du lot non conforme ;
- Au nettoyage complet des installations concernées, lorsque cela est requis ;
- Au remplacement du produit par un volume équivalent conforme, dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la non-conformité.

Les analyses contradictoires, les certificats d'analyse associés et les éventuelles contestations sont consignés dans un procès-verbal signé par les parties. En cas de non-conformité avérée, les frais d'analyse sont supportés par le titulaire.

Lot 2 : Hélium liquide ISO-containers

Pour l'hélium liquide livré en ISO-containers, la pureté minimale exigée est de 99,995 %, conformément aux normes ISO 21087:2019 et ISO 14687, relatives aux spécifications et méthodes d'analyse des gaz à haute pureté.

L'Établissement, peut procéder à un contrôle qualitatif du produit livré, notamment par analyse réalisée après vaporisation ou, le cas échéant, à l'issue des opérations de transfert depuis l'ISO-container, dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-FCS (vérification qualitative et vérification contradictoire).

Si le produit livré est déclaré non conforme aux spécifications du présent accord-cadre, le titulaire procède, à ses frais :

- Au retrait immédiat de l'ISO-container concerné ou du volume non conforme, selon les contraintes d'exploitation du site ;
- Au nettoyage et à la sécurisation des installations impactées, lorsque cela est requis ;
- Au remplacement du produit par un volume équivalent conforme, livré dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la non-conformité, sauf contraintes techniques particulières dûment justifiées et validées par l'Établissement.

Les analyses contradictoires, les certificats d'analyse associés et les éventuelles contestations sont consignés dans un procès-verbal signé par les parties. En cas de non-conformité avérée, les frais d'analyse sont supportés par le titulaire.

Lot 3 et 4 : Hélium gazeux pur & industriel

Pour l'hélium gazeux pur (Lot 3) et l'hélium gazeux industriel (Lot 4), les puretés minimales exigées sont respectivement de 99,9990 % et 97,5 %, conformément aux normes ISO 21087:2019 et ISO 14687.

Le titulaire fournit, préalablement à chaque livraison, un certificat d'analyse indiquant la composition du gaz livré, conformément aux prescriptions du CCAG-FCS et aux règlements REACH et CLP.

L'Établissement, peut procéder à un contrôle qualitatif. En cas de non-conformité, les mêmes obligations de retrait, nettoyage et remplacement que pour l'hélium liquide s'appliquent, dans le respect des règles de sécurité de l'ADR et de l'arrêté TMD du 29 mai 2009.

Dispositions communes à tous les lots

Les certificats d'analyse, les résultats d'essais contradictoires, les non-conformités constatées ainsi que les mesures correctives mises en œuvre font l'objet d'un suivi lors des réunions semestrielles prévues à l'article 7.

Le non-respect des spécifications techniques définies aux articles 5.1.1 à 5.1.4 peut entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 14 et, en cas de récurrence ou de non-remplacement du produit dans les délais, la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 16 « Résiliation ».

10.3 Vérification quantitative

Lots 1 et 2 – Hélium liquide (Dewars et ISO-containers)

La quantité d'hélium liquide livrée est déterminée conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-FCS relatives à la vérification quantitative.

Elle est établie prioritairement par différence de poids du contenant (Dewar ou ISO-container) entre son arrivée sur site et son enlèvement après livraison, au moyen d'un dispositif de pesée situé sur le site de l'Établissement.

À défaut, lorsque la pesée n'est pas techniquement réalisable, la quantité livrée est déterminée par mesure volumétrique, au moyen d'une sonde de niveau / jauge dûment étalonnée ou de tout dispositif de mesure équivalent, conforme aux spécifications du matériel.

Les mesures sont, autant que possible, effectuées de manière contradictoire entre l'Établissement et le titulaire ou leurs représentants, et sont consignées sur un document signé conjointement.

Le ratio de conversion appliqué est le suivant :

- 1 kg d'hélium liquide = 8 L d'hélium liquide = 6,01 Nm³ d'hélium gazeux, conformément aux normes ISO 13443 (conditions normalisées) et ISO 7619 relatives aux conversions pour les gaz industriels.

Lot 3 et 4 : Hélium gazeux

La quantité d'hélium gazeux livrée et facturée est calculée selon la formule suivante :

$$Nm^3 = V \times [(P1 \times (T1 + 273,15)) - (P2 \times (T2 + 273,15))] / (15 + 273,15)$$

où :

- **V** = volume interne du contenant (m³),
- **P1** = pression initiale (bar),
- **P2** = pression finale (bar),
- **T1** = température initiale (°C),
- **T2** = température finale (°C).

Ce calcul permet d'exprimer la quantité de gaz restituée aux conditions normalisées (15 °C, 1,015 bar) conformément aux normes ISO 13443 et aux lois des gaz parfaits.

Les instruments de mesure (manomètres, sondes de température) doivent être étalonnés et conformes à la réglementation métrologique en vigueur. Les relevés sont effectués de manière contradictoire et consignés dans un document signé par les parties.

Dispositions communes

Toute contestation portant sur les quantités livrées donne lieu à une vérification contradictoire dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-FCS.

En cas d'écart manifeste ou de quantité livrée inférieure à celle commandée, les mesures correctives et éventuelles substitutions sont mises en œuvre.

Les résultats des vérifications quantitatives, les écarts constatés et les actions correctives correspondantes font l'objet d'un suivi lors des réunions semestrielles prévues à l'article 7.

10.4 Origine des approvisionnements – Interdiction d'importation depuis la Fédération de Russie

Le titulaire garantit que tout hélium livré dans le cadre du présent accord-cadre :

- N'est pas originaire de la Fédération de Russie ;
- N'a pas été exporté depuis la Fédération de Russie, directement ou indirectement ;
- N'a fait l'objet d'aucun transit, transbordement, reconditionnement, mélange, ré-étiquetage ou opération destinée à masquer une origine russe ou à contourner les mesures restrictives de l'Union européenne.

Ces obligations s'appliquent en conformité avec le règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014, tel que modifié, la décision 2014/512/PESC, ainsi que les dispositions du Code des douanes de l'Union (règlement (UE) n° 952/2013) relatives à l'origine non préférentielle.

10.4.1 Interdiction de fourniture d'hélium d'origine russe

Le titulaire s'interdit de fournir un hélium qui :

- A été extrait, produit, raffiné, liquéfié ou conditionné en Fédération de Russie ;
- Comprend des éléments issus d'une transformation non substantielle dans un pays tiers ;
- A été exporté depuis la Fédération de Russie, y compris via un intermédiaire ou un pays tiers.

Pour chaque livraison, le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur de non-provenance ;
- Un certificat d'origine non préférentielle ;
- Les documents de transport retraçant l'itinéraire réel (CMR, connaissements) ;
- Une attestation du producteur identifiant les sites d'extraction et de liquéfaction.

Le non-respect de cette obligation constitue un manquement grave au sens des articles L.2195-4 du Code de la commande publique.

Il entraîne :

- L'application des pénalités prévues à l'article 14.2.4 du présent CCP ;
- L'obligation de retrait immédiat et de remplacement du produit aux frais exclusifs du titulaire ;
- La possibilité pour le CNRS de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire (article 16) ;
- Et de solliciter des dommages et intérêts pour préjudice subi.

10.4.2 Non-contournement, transit, transbordement et traçabilité renforcée

Les obligations prévues au présent article s'appliquent aux prestations exécutées pour le compte l'établissement, dans le cadre des marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre.

Le titulaire respecte l'interdiction de participer, directement ou indirectement, à des activités de contournement au sens de l'article 12 du règlement (UE) n° 833/2014.

Est interdite toute fourniture d'hélium ayant :

- Transité par la Fédération de Russie ;
- Été transbordé dans des installations russes ou sous contrôle d'entités russes ;
- Fait l'objet d'un passage en zone franche, entrepôt sous douane, entreposage, mélange, dilution ou reconditionnement destiné à dissimuler une origine russe.

Le titulaire conserve pendant cinq (5) ans tous les documents démontrant l'origine et la traçabilité du produit et les transmet à l'Établissement sur demande.

En cas de doute sérieux ou d'absence de justificatifs sous dix (10) jours ouvrés, l'Établissement peut :

- Suspendre la réception et le paiement,
- Refuser la livraison,
- Exiger le retrait immédiat,
- Activer, le cas échéant, la suspension d'exclusivité prévue à l'article 8.3 pour les seuls lots n°1 et n°2
- Appliquer les pénalités prévues à l'article 14,
- Résilier le marché subséquent concerné dans les conditions prévues par le CCAG-FCS ;
- et, le cas échéant, informer le CNRS afin qu'il apprécie l'opportunité d'une résiliation de l'accord-cadre conformément à l'article 16.

10.4.3 Évolution du cadre réglementaire international

Les interdictions et obligations prévues aux articles 10.4, 10.4.1 et 10.4.2 s'appliquent tant que des mesures restrictives, sanctions ou interdictions, quelles qu'en soient l'origine ou la nature, demeurent en vigueur et opposables aux opérateurs économiques en application du droit de l'Union européenne, du droit international applicable ou du droit national français.

Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces mesures viendraient à être levées, abrogées ou substantiellement modifiées par les autorités compétentes, rendant licite la production, l'exportation, l'importation et la commercialisation d'hélium d'origine russe, l'hélium provenant de la Fédération de Russie est réputé constituer une origine autorisée au sens du présent accord-cadre.

Cette évolution résulte de plein droit de la modification du cadre réglementaire applicable et ne constitue ni une modification du contrat, ni un changement de l'objet ou de l'économie générale de l'accord-cadre, ni une extension des obligations contractuelles du titulaire. Elle ne nécessite, à ce titre, ni la conclusion d'un avenant ni la mise en œuvre d'une procédure de modification contractuelle, dès lors qu'elle n'emporte aucune modification des prix, des volumes contractuels, des modalités de facturation ou des autres stipulations essentielles du présent accord-cadre.

La mise en œuvre effective de cette réintégration demeure subordonnée à une information préalable du CNRS par le titulaire et à l'absence d'opposition expresse du CNRS, laquelle peut être fondée sur des considérations objectives liées à la continuité d'approvisionnement, à la sécurité d'exécution des prestations, à la conformité réglementaire, à la traçabilité des flux ou à l'intérêt général.

Le CNRS peut, le cas échéant, encadrer cette réintégration par des exigences renforcées de traçabilité, de transparence et de justification documentaire, applicables dans les conditions prévues par le présent CCP, sans que ces exigences ne puissent avoir pour effet de modifier les prix ou les obligations essentielles du titulaire.

11. RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)

11.1 Engagements

Le CNRS inscrit le présent Accord-cadre dans une démarche de réduction de l'empreinte environnementale de ses activités conformément aux objectifs nationaux en matière de transition énergétique.

À ce titre, le titulaire s'engage à intégrer, dans la réalisation de ses prestations, des pratiques visant à limiter les impacts environnementaux liés à la production, au conditionnement, au transport et à la livraison de l'hélium, en application notamment de la norme ISO 14001 (management environnemental) et de l'ISO 50001 (management de l'énergie).

Le titulaire devra également respecter les obligations en matière de responsabilité sociale des entreprises définies dans la norme ISO 26000 et veiller à l'optimisation logistique conformément aux bonnes pratiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre prévues par le règlement (UE) 2018/842 et les engagements nationaux de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC).

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, pour l'ensemble des prestations, une organisation logistique visant à réduire l'impact carbone, en cohérence avec les normes ISO 14001 (management environnemental) et ISO 50001 (management de l'énergie). Il veille notamment à optimiser les transports, en regroupant les livraisons lorsque cela est compatible avec les contraintes de sécurité, les impératifs techniques des sites et les délais contractuels.

Le titulaire s'engage également à limiter les pertes d'hélium liquide lors des opérations de transfert et de livraison, en appliquant les meilleures pratiques disponibles au sein du secteur.

Chaque année, et au plus tard 10 jours ouvrés avant la première réunion semestrielle, le titulaire transmet au CNRS :

- Un bilan annuel des émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à l'exécution du marché, établi conformément au décret n° 2011-829 modifié et, à titre de bonnes pratiques, aux normes ISO 14064-1 et ISO 14067 ;
- Les indicateurs minimaux suivants : empreinte carbone logistique (kgco₂e/L livré), taux de pertes d'hélium liquide, nombre d'incidents techniques liés aux pertes, taux de conformité des livraisons, taux de retour pour non-conformité ;
- Un plan d'actions correctives documenté, comprenant des données vérifiables.

Le respect de ces engagements fait l'objet d'un suivi contractuel. Leur non-respect peut entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 14.

Les éléments mentionnés au présent article constituent des documents de suivi contractuel.

Ils sont transmis au CNRS dans les délais définis et présentés et analysés dans le cadre des réunions semestrielles de suivi de l'exécution du marché.

11.2 Innovation

Durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut proposer au CNRS toute solution technique ou organisationnelle innovante visant à réduire les pertes d'hélium, améliorer l'efficacité énergétique, optimiser les opérations de livraison ou diminuer les émissions de gaz à effet de serre associées à l'exécution du présent accord-cadre.

Les propositions d'innovation doivent :

- Etre formulées par écrit et accompagnées d'une justification technique,
- Comporter une estimation chiffrée des gains attendus (réduction de pertes, économie de co₂, optimisation logistique, amélioration des rendements),
- Etre établies en cohérence avec les bonnes pratiques des normes ISO 14001, ISO 50001 et ISO 14064-1, sans constituer une obligation de certification.

Toute proposition est examinée par le CNRS, qui se réserve le droit :

- De la valider,
- De la rejeter,
- De demander des compléments techniques.

Les innovations acceptées peuvent donner lieu à une mise à jour contractuelle, dès lors qu'elles ne modifient ni l'objet, ni l'économie générale du marché.

Les propositions retenues et leurs résultats sont intégrés au suivi prévu à l'article 11.3.

11.3 Suivi

Le suivi des engagements RSE fait l'objet de deux réunions annuelles entre le CNRS et le titulaire, conformément aux dispositions prévues à l'article 7.

Le titulaire transmet au CNRS, au moins dix (10) jours ouvrés avant chaque réunion :

- Les indicateurs actualisés,
- Les rapports d'analyse,
- Les résultats du bilan ges annuel,
- Les actions correctives engagées,
- Ainsi que, le cas échéant, les propositions d'innovation visées à l'article 11.2 et leur état d'avancement.

À l'issue de chaque réunion, le titulaire établit un compte rendu synthétique, transmis au CNRS dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés. Le CNRS peut formuler des observations ou demandes de compléments, qui sont intégrées dans la version finale du compte rendu.

Le plan d'actions RSE est mis à jour après chaque réunion. Cette mise à jour ne nécessite pas d'avenant dès lors qu'elle ne modifie ni les prix, ni les délais, ni les spécifications techniques du marché.

La non-transmission, la transmission tardive ou la transmission incomplète des documents, indicateurs, rapports ou comptes rendus expressément requis au titre du présent article 11, et notamment du suivi prévu à l'article 11.3, constitue un manquement contractuel susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 14.1.1.

En revanche, la non-atteinte des engagements, orientations ou actions mentionnés aux articles 11.1 et 11.2 ne saurait, à elle seule, être qualifiée de manquement contractuel, dès lors qu'aucune obligation de résultat ou objectif chiffré n'est fixé au titulaire.

12 PRIX – RÈGLEMENT – RÉVISION

Le prix des prestations est établi sur la base des prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé au présent accord-cadre.

Les prix sont exprimés hors taxes, à l'unité, et s'appliquent aux quantités livrées et acceptées conformément aux procédures de vérification qualitative et quantitative prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Ils se décomposent en trois postes distincts :

1) Coût de la matière :

- En €/L pour l'hélium liquide,
- En €/Nm³ pour l'hélium gazeux.

2) Coût du transport : exprimé en €/km, différencié par zones géographiques.

La distance prise en compte correspond au trajet aller simple le plus court recommandé par *ViaMichelin* entre le site logistique du titulaire et le lieu de livraison.

3) Coût de location du contenant :

Pour toute commune non spécifiquement mentionnée dans le BPU, le tarif de transport applicable est celui de la région définie comme référence dans le BPU.

Les modalités financières, y compris la facturation, le règlement, les pénalités éventuelles et les dispositifs de révision, font l'objet d'un suivi lors des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7.

12.1 Prix révisable (prestation de transport)

Pour chacun des lots, les prix sont applicables dès la notification de l'accord-cadre.

Seuls les prix relatifs aux prestations de transport sont révisables dans les conditions prévues au présent article.

Les prix afférents à la fourniture d'hélium, à la location des contenants, aux prestations associées ainsi qu'à toute autre composante du Bordereau des Prix Unitaires demeurent fermes et non révisables, sauf stipulation expresse contraire du présent CCP.

À compter de la deuxième année d'exécution, les prix de transport deviennent révisables annuellement, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

La révision peut être sollicitée par l'une ou l'autre des parties à tout moment au cours de la première année, puis deux (2) mois avant chaque date anniversaire à compter de la deuxième année.

Le CNRS se réserve toutefois la faculté d'activer unilatéralement la révision lorsque les conditions économiques du secteur du transport ou l'intérêt du service public le justifient.

La révision des prix de transport est fondée sur l'indice publié par l'INSEE intitulé :

« Indice du coût du transport routier de fret – ensemble des véhicules » (ICCRF), dans sa série de référence en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre.

En cas d'arrêt de la série de référence, de changement de base, de modification de nomenclature, de fusion ou de remplacement de l'indice par l'INSEE, l'indice de substitution officiellement désigné par l'INSEE est appliqué de plein droit, selon les règles de raccordement publiées par l'INSEE.

Cette substitution est formalisée par certificat administratif du CNRS et ne constitue ni une modification de l'accord-cadre ni un avenant, conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

La variation du prix de transport est calculée selon la formule suivante :

$$P = (0,3 \times P_0) + [0,7 \times (P_0 \times (I / I_0))]$$

où :

- P = prix de transport révisé applicable ;
- P_0 = prix de transport initial figurant au BPU ou dernier prix de transport révisé en vigueur ;
- I = valeur définitive de l'indice ICCRF publiée au trimestre précédant la date de révision ;

- I_0 = valeur définitive du même indice publiée à la date de notification de l'accord-cadre ou lors de la dernière révision.

Seules les valeurs définitivement publiées par l'INSEE sont prises en compte.

Modalités d'application de la révision du prix du transport

Toute application de la révision donne lieu à la transmission préalable par le titulaire d'un calcul détaillé faisant apparaître les valeurs d'indices utilisées et le prix révisé résultant de la formule contractuelle.

La révision ne peut être appliquée qu'aux prestations exécutées postérieurement à sa date d'entrée en vigueur.

À défaut de transmission de ces éléments ou en cas d'application non conforme à la formule prévue au présent article, les prix révisés sont réputés inopposables.

Clause de sauvegarde :

Dans tous les cas, le CNRS se réserve le droit de procéder à la résiliation sans indemnité de l'Accord-cadre en cas de majoration supérieure ou égale à 10%.

La mise en œuvre de la clause de sauvegarde prévue au présent article est susceptible de produire des effets sur les marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre.

A ce titre, les dispositions de la clause de sauvegarde ne peuvent pas être modifiées par un marché subséquent.

Lorsqu'un marché subséquent est concerné, il appartient au pouvoir adjudicateur ayant conclu ledit marché d'en apprécier la mise en œuvre et d'en tirer les conséquences pour l'exécution du marché subséquent concerné. Le bénéficiaire assure le contrôle de son application pour le marché subséquent qu'il a conclu.

La mise en œuvre de la clause de sauvegarde n'emporte pas, par elle-même, la résiliation du marché subséquent concerné. Elle permet, le cas échéant, de mettre en œuvre les mesures strictement nécessaires afin d'assurer la continuité de l'exécution des prestations.

Les mesures prises au titre de la clause de sauvegarde sont sans effet sur la validité de l'accord-cadre et des autres marchés subséquents en cours.

12.2 – Fluctuations exceptionnelles de la valeur de la ressource hélium

Le présent article constitue un mécanisme exceptionnel de réexamen et de partage du risque financier, distinct de toute autre clause de révision de prix ; il est strictement limité au coût de la matière hélium et ne peut en aucun cas s'appliquer aux prestations de transport, à la location des contenants ni aux prestations associées.

12.2.1 fluctuations exceptionnelles à la hausse de la valeur de la ressource hélium

La ressource hélium pouvant être soumise à des aléas majeurs du fait de l'évolution économique ou géopolitique pendant la période d'exécution, les prix unitaires pourront être

révisés après la première année d'exécution, sous réserve d'obtenir de la part du Titulaire une argumentation détaillée et reprenant de manière objective les éléments factuels l'amenant à réclamer cette variation de prix.

Cette variation est objectivée par tout moyen probant tel que des factures datées démontrant l'évolution du coût d'acquisition de l'hélium sur le marché européen pour le titulaire ou tout autre justificatif jugé suffisamment probant par le CNRS. Le CNRS peut, à cette occasion, réclamer l'accès à tous les documents ou informations complémentaires pouvant permettre de justifier cette demande.

Cette variation à la hausse s'applique en cas de constatation d'une hausse supérieure à 15% du prix de la ressource par rapport au dernier prix révisé. En dessous de ce pourcentage la hausse ne s'applique pas.

Cette demande ne peut intervenir qu'une fois par semestre d'exécution de l'Accord-cadre. Le CNRS dispose d'un délai d'un (1) mois calendaire après la réception du dernier élément justificatif fourni par le titulaire pour accepter ou refuser cette demande.

Le Titulaire communique au CNRS sa proposition de BPU révisé établi conformément aux stipulations ci-dessus.

Les nouveaux tarifs entrent en vigueur après acceptation du CNRS à une date déterminée par le CNRS ne pouvant excéder un (1) mois calendaire après l'acceptation par le CNRS des justifications et de l'évolution des prix.

Le CNRS se réserve le droit de procéder à la résiliation sans indemnité de l'Accord-cadre en cas de majoration semestrielle supérieure ou égale à 15% par prix unitaire de la ressource hélium.

12.2.2 fluctuations exceptionnelles à la baisse de la valeur de la ressource hélium

La ressource hélium pouvant être soumise à des aléas majeurs du fait de l'évolution économique ou géopolitique pendant la période d'exécution, les prix unitaires pourront être révisés après la première année d'exécution, sous réserve de la justification par le CNRS d'éléments attestant d'une baisse significative des prix d'acquisition de la ressource hélium pour le marché européen en s'appuyant sur tout moyen à sa disposition (indice des prix, article de presse, étude économique, parangonnage des prix etc.).

Cette variation à la baisse s'applique en cas de constatation d'une baisse supérieure à 15% du prix de la ressource par rapport au dernier prix révisé. En dessous de ce pourcentage la baisse ne s'applique pas.

Cette demande ne peut intervenir qu'une fois par semestre d'exécution de l'Accord-cadre. Le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois calendaire après la réception du dernier élément justificatif fourni par le CNRS pour accepter ou contester cette demande.

Le titulaire peut au choix :

- Accepter la demande du CNRS de baisse du prix de la ressource hélium et transmettre le BPU révisé. Les nouveaux tarifs entrent en vigueur après acceptation du CNRS à une date déterminée par le CNRS ne pouvant excéder un (1) mois calendaire après l'acceptation par le titulaire des justifications et de l'évolution des prix.

- Contester la demande du CNRS, il revient au titulaire de produire tout élément permettant de justifier le non recours à la variation du prix par tout moyen probant tel que des factures datées démontrant l'évolution du coût d'acquisition de l'hélium sur le marché européen pour le titulaire ou tout autre justificatif jugé suffisamment probant par le CNRS. Le CNRS peut, à cette occasion, réclamer l'accès à tous les documents ou informations complémentaires pouvant permettre de justifier cette contestation.

En l'absence d'acceptation par les deux parties, le CNRS peut au choix :

- Transmettre une nouvelle demande de baisse de prix de la ressource hélium. Le dispositif susmentionné s'applique à nouveau.
- Se réserve le droit de procéder à la résiliation sans indemnité de l'Accord-cadre.
- Mettre fin à sa demande de baisse de prix de la ressource hélium.

12.3 – Clause de réexamen portant sur la modification du volume maximale de l'accord-cadre applicable par lot

a) Conditions de mise en œuvre

La modification du volume maximum de l'accord-cadre peut intervenir à l'initiative du CNRS lorsque les conditions suivantes sont remplies :

Que le rythme de consommation du volume maximum soit plus rapide que le rythme de consommation du temps, c'est-à-dire que le ratio suivant soit strictement inférieur à 1 ;

NB : le volume maximum moyen mensuel correspond au volume maximum de l'accord-cadre (reconductions comprises) divisé par le nombre de mois de l'accord-cadre (reconductions comprises).

Le ratio du rythme de consommation du volume maximum par rapport au rythme de consommation du temps est calculé selon la formule suivante :

$$\text{Ratio} = ((V_{\text{max}} - V_{\text{consommé}}(T)) / V_{\text{max}}) / (D_{\text{restante}} / D_{\text{totale}})$$

Avec :

- V_{max} : volumétrie maximale en vigueur sur la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises) ;
- $V_{\text{consommé}}(T)$: volumétrie effectivement consommée à l'instant T ;
- D_{restante} : durée restante jusqu'à l'échéance maximale de l'accord-cadre (reconductions comprises) ;
- D_{totale} : durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises).

Les durées sont exprimées en mois.

Lorsque le ratio calculé est strictement inférieur à 1, le CNRS peut engager la procédure de modification du volume maximal dans les conditions prévues au présent article.

Si le dépassement du volume maximal moyen mensuel est constaté à l'issue du douzième (12^e) mois d'exécution, cette modification peut être mise en œuvre deux (2) fois, sous réserve

du respect d'une période de carence de douze (12) mois à compter de la mise en œuvre de la première modification.

Si le dépassement du volume maximal moyen mensuel est constaté au-delà du treizième (13^e) mois d'exécution, cette modification ne peut être mise en œuvre qu'une seule fois.

Aucune modification ne peut être engagée au-delà du trente-sixième (36^e) mois précédant l'échéance maximale de l'accord-cadre (reconductions comprises).

Détermination du nouveau volume

Le CNRS prend en compte le volume moyen mensuel d'exécution constaté sur les douze (12) mois précédant la mise en œuvre de la clause.

Nouveau volume maximal = $V_{\text{consommé}}(T) + (V_{\text{moyen}} \times D_{\text{restante}})$

Avec :

V_{moyen} : volume moyen mensuel consommé sur les douze (12) mois précédant la mise en œuvre de la clause ;

D_{restante} : nombre de mois restant jusqu'à l'échéance maximale de l'accord-cadre (reconductions comprises).

Ce volume moyen mensuel consommé est appliqué au nombre de mois restant jusqu'à l'échéance maximum de l'accord-cadre (reconductions comprises) pour déterminer le volume réestimé sur la durée restante.

Mise en œuvre de la clause : dans le cadre d'une seule modification

Ce nouveau volume maximum de l'accord-cadre (reconductions comprises) ne peut être supérieur de plus de 20% par rapport au volume maximum initial tel que publié dans l'avis de publicité.

Ainsi et dans l'hypothèse où la formule de calcul du nouveau volume maximum déboucherait sur un nouveau volume maximum supérieur de plus de 20% au volume maximum publié dans l'avis de publicité, le nouveau volume maximum sera calculé de la manière suivante :

Nouveau volume maximum = Volume maximum initial de l'avis de publicité x 1,20

Mise en œuvre de la clause : dans le cadre d'une seconde modification

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une seconde modification, le volume maximum de l'accord-cadre (reconductions comprises) ne peut être supérieur de plus de 15% par rapport au dernier volume réactualisé.

Ainsi et dans l'hypothèse où la formule de calcul du nouveau volume maximum déboucherait sur un nouveau volume maximum supérieur de plus de 15% au volume maximum issu de la première modification, le nouveau volume maximum sera calculé de la manière suivante :

Nouveau volume maximum = Volume maximum initial issu de la première modification x 1,15

Entrée en vigueur du nouveau volume maximum

La modification engendrée par cette clause est prise par le CNRS et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le Titulaire ne peut s'opposer à cette modification.

Le nouveau volume entre en vigueur à compter de la notification au titulaire de la modification prise par le CNRS.

Toute modification du volume maximum de l'accord-cadre décidée par le CNRS s'impose aux marchés subséquents en cours et à venir, sans pouvoir porter le volume d'un marché subséquent au-delà du plafond fixé par l'accord-cadre.

12.4 Correction d'erreurs de facturation

Toute erreur de facturation, qu'elle soit constatée par l'Établissement ou par le titulaire, doit être corrigée dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de sa notification.

12.5 Exemple de calcul du prix total facturé par livraison

Pour une livraison de 500 L d'hélium liquide (Lot 1) :

- Coût de la matière : 8,00 €/L → $500 \times 8,00 \text{ €} = 4\,000,00 \text{ €}$
- Transport : 1,20 €/km × 150 km = 180,00 €
- Location du contenant : 15,00 €/jour × 3 jours = 45,00 €
- Montant total HT = 4 225,00 €

13. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

13.1 Modalités de règlement

Le règlement des sommes dues au titre du présent accord-cadre est effectué par virement bancaire sur le compte ouvert au nom du titulaire, sur la base de l'IBAN communiqué lors de la notification du marché ou de sa mise à jour ultérieure.

Pour les marchés subséquents conclus par les bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat, les factures sont établies, adressées et réglées exclusivement par le bénéficiaire concerné, conformément aux dispositions qui lui sont applicables.

Le CNRS n'intervient ni en qualité de payeur, ni en qualité d'ordonnateur pour les marchés subséquents conclus par les bénéficiaires.

13.2 Présentation et contenu des factures

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-3 et D.2192-2 du Code de la commande publique, et sans préjudice des mentions obligatoires prévues par les dispositions fiscales et comptables en vigueur, toute facture transmise à l'Établissement doit comporter a minima les informations suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. L'identification complète de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Un numéro de facture unique, fondé sur une séquence chronologique continue ;
4. Le numéro du présent accord-cadre ;
5. Le numéro du bon de commande concerné ;
6. Le numéro du bordereau d'envoi ou de livraison ;
7. L'identification du payeur ;
8. La date d'exécution ou de livraison des prestations ;
9. La désignation précise des prestations réalisées et les quantités correspondantes ;
10. Les prix unitaires hors taxes applicables, conformément au BPU ;
11. Le montant total hors taxes, le montant de la tva et le montant total toutes taxes comprises, avec ventilation par taux de tva ;
12. La durée d'immobilisation des contenants en précisant les dates de début et de fin de la période facturée ;
13. Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur ;
14. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
15. Le cas échéant, les éléments relatifs aux déductions, pénalités, réfections ou ajustements appliqués.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble de ces mentions est réputée irrégulière et entraîne la suspension du délai global de paiement, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

En outre, toute facturation erronée ou non conforme aux stipulations du présent accord-cadre est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 14 du présent CCP, sans mise en demeure préalable.

Dispositions spécifiques applicables aux bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat

Par dérogation aux dispositions du présent article applicables à l'Établissement, lorsque les prestations sont exécutées dans le cadre d'un marché subséquent conclu par un bénéficiaire de l'activité de centrale d'achat du CNRS, les factures émises à destination de ce bénéficiaire doivent obligatoirement mentionner le numéro du marché subséquent correspondant.

L'absence de mention du numéro de marché subséquent est susceptible d'entraîner le rejet ou la suspension de la facture jusqu'à régularisation, sans que ce rejet n'ouvre droit au versement d'intérêts moratoires ni à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

13.3 Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues par Établissement est fixé à trente (30) jours calendaires, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture régulière.

Toutefois, lorsque la date d'exécution des prestations est postérieure à la date de réception de la facture, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution effective des prestations.

La date de réception de la facture et la date d'exécution des prestations sont attestées par le titulaire. À défaut de justification objective permettant d'établir une date différente, la date

retenue est celle de la réception de la facture augmentée de deux (2) jours calendaires. En cas de contestation relative à la date de réception de la facture ou à la date d'exécution des prestations, il appartient au titulaire d'en rapporter la preuve par tout moyen probant.

13.4 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

En cas de dépassement du délai global de paiement, des intérêts moratoires sont dus de plein droit et sans formalité au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Ces intérêts courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de la principale facilité de refinancement de la Banque centrale européenne, en vigueur au premier jour du semestre civil au cours duquel les intérêts ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros est due de plein droit.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire sont réglés dans un délai maximal de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

14. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le présent accord-cadre prévoit des pénalités forfaitaires et spécifiques.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT.

Les pénalités sont dues dès le premier euro et sont exprimées en euros HT.

Elles peuvent être retenues sur les factures à venir, ou à défaut par le biais d'un titre de recette ou d'un ordre de reversement, du seul fait de la constatation de la mauvaise exécution, de l'exécution partielle ou du retard.

Les pénalités prévues au présent article ne sont pas exclusives de l'application de dommages-intérêts supplémentaires si le préjudice subi par le CNRS excède leur montant.

Les pénalités prévues au présent article sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès lors que le manquement est objectivement constaté conformément aux stipulations contractuelles ou au moyen d'un constat contradictoire réalisé dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

14.1 – Pénalités à l'échelle du pilotage de l'accord-cadre

Les pénalités prévues au présent article sanctionnent les manquements constatés à l'échelle du pilotage global de l'accord-cadre, indépendamment des retards ou incidents liés à un bon de commande particulier.

Elles concernent notamment :

- La non-transmission, la transmission tardive ou la transmission incomplète des livrables exigés au titre du suivi RSE prévu à l'article 11 ;
- La non-transmission, la transmission tardive ou la transmission incomplète des documents préparatoires, comptes rendus ou plans d'actions exigés dans le cadre des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7.

Ces pénalités sont appliquées :

- Sur la base de constats contradictoires,
- Après analyse lors des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7,
- Sans préjudice des pénalités applicables au titre d'un bon de commande particulier (article 14.2).

Elles se cumulent avec les autres pénalités lorsque plusieurs manquements distincts sont établis.

14.1.1 Manquements aux engagements environnementaux (RSE)

Constitue un manquement contractuel au titre du présent article la non-transmission, la transmission tardive ou la transmission incomplète des livrables RSE expressément exigés au titre de l'article 11 du présent CCP.

Sont notamment concernés, sans que cette liste soit limitative :

- Le bilan annuel des émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- Les indicateurs RSE requis ;
- Les rapports d'analyse et documents de suivi ;
- Les plans d'actions et leur mise à jour ;
- Les comptes rendus relatifs au suivi RSE.

En cas de manquement constaté, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 300 € HT par document non transmis, transmis hors délai ou transmis de manière incomplète.

Le manquement est constaté de manière factuelle lors des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7, sans appréciation qualitative du contenu des documents transmis.

La non-atteinte des engagements, orientations ou actions mentionnés à l'article 11 ne constitue pas, en tant que telle, un manquement contractuel et ne peut donner lieu à l'application de pénalités.

14.1.2 Non-conformité récurrente des produits

Lorsque le nombre ou le taux de non-conformités constatées sur une période de six (6) mois glissants dépasse le niveau acceptable fixé par le CNRS au regard des exigences de l'article 10, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 500 € HT par période de six mois concernés, en sus des remplacements et opérations correctives qui restent intégralement à la charge du titulaire.

L'appréciation de la non-conformité récurrente repose sur des constats objectivés et contradictoires, établis conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS et examinés lors des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7.

Cette pénalité est cumulative avec les autres pénalités liées à la qualité prévues au présent article lorsqu'elles portent sur des manquements distincts.

14.1.3 Pénalité liée à un défaut de qualité de pilotage des prestations par le titulaire

Le pilotage du contrat permet d'identifier d'éventuels dysfonctionnements.

Il est attendu du titulaire qu'il présente un plan d'action pour y remédier. Celui-ci inclut des moyens/indicateurs de contrôle permettant d'en vérifier l'efficacité et une proposition d'échéance(s) cible(s).

Ces échéances cibles sont discutées puis font l'objet d'une validation conjointe par le titulaire et le CNRS lors des réunions semestrielles.

En cas de non-respect de l'échéance validée, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT par trimestre, jusqu'à ce que le plan d'action soit mis en place et efficace. Le calcul de la pénalité est effectué au prorata temporis du délai réel de retard.

Cette pénalité est plafonnée à 20 000 € HT sur la durée de l'accord cadre.

14.2 – Pénalités à l'échelle du bon de commande

Les pénalités prévues au présent article sanctionnent les manquements constatés lors de l'exécution d'un bon de commande, notamment en matière de délais de livraison, de reprise des contenants, de conformité des produits ou de continuité d'approvisionnement.

Ces pénalités sont appliquées :

- A compter de la constatation du manquement ;
- Bon de commande par bon de commande, sans préjudice des pénalités applicables à l'échelle du pilotage de l'accord-cadre (article 14.1).

Elles peuvent se cumuler lorsque plusieurs manquements distincts sont constatés au titre d'un même bon de commande.

Les pénalités détaillées aux articles 14.2.1 à 14.2.6 s'appliquent de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sont déduites d'office des sommes dues au titulaire. Les pénalités prévues aux articles suivants s'appliquent selon le principe du contradictoire.

14.2.1 Retard de livraison

a) Retard de livraison par bon de commande

En cas de retard imputable au titulaire, il est appliqué, pour chaque bon de commande concerné, une pénalité journalière égale à 2 % du montant HT du bon de commande par jour calendaire de retard, dans la limite de 10 % du montant HT dudit bon de commande.

Pour les commandes qualifiées d'urgentes au sens de l'article 8.2.2 (délais spécifiques d'accusé de réception et de livraison), il est appliqué une pénalité journalière égale à 4 % du montant HT du bon de commande par jour calendaire de retard. Le plafond de pénalité est porté à 20 % du montant HT du bon de commande concerné.

Tout jour de retard commencé est comptabilisé comme un jour entier pour l'application des pénalités.

b) Récurrence du dépassement des délais contractuels

L'absence de réponse des titulaires des lots 1 et 2 dans les délais contractuels ou une réponse formulée dans ces délais mais proposant une date de réponse non conforme aux stipulations contractuelles, à 3 reprises consécutives, entraîne l'application par l'utilisateur d'une pénalité forfaitaire de 500 € HT.

14.2.2 Retard dans la reprise des contenants

En cas de retard imputable au titulaire dans la reprise d'un contenant au-delà des franchises prévues à l'article 9.3 « Immobilisation et reprise des contenants », il est appliqué, pour chaque contenant concerné :

1. La facturation des frais journaliers de location prévus au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) à compter de l'expiration de la franchise applicable ;
2. Une pénalité forfaitaire de 50 € HT par jour calendaire de retard, applicable à compter du cinquième (5e) jour calendaire de retard pour le contenant concerné.

Le délai de reprise court à compter de la notification par le CNRS ou le bénéficiaire de la centrale d'achat du CNRS, indiquant que le contenant est prêt à être enlevé, conformément à l'article 9.3.

Les pénalités prévues au présent article s'appliquent sans préjudice des autres mesures contractuelles, notamment celles relatives à la continuité d'approvisionnement prévues à l'article 9.4

14.2.3 Non-conformité d'un produit livré

En cas de non-conformité d'un produit livré aux spécifications contractuelles définies à l'article 10 « Qualité – Contrôle & Traçabilité », notamment aux articles 10.1 à 10.4, et hors cas traités spécifiquement aux articles 14.2.4 et 14.2.5, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 500 € HT par livraison et par lot concerné, en sus du remplacement immédiat du produit aux frais exclusifs du titulaire.

La non-conformité est constatée selon une procédure objectivée et contradictoire, conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu de retirer le produit non conforme, de procéder au nettoyage des installations si nécessaire, et de livrer un produit conforme dans les délais prévus aux articles 10.2 et 10.3.

La non-conformité ne suspend pas l'obligation pour le titulaire d'assurer la livraison dans les délais contractuels applicables, tels que définis à l'article 9.2.

Les non-conformités relatives à l'origine interdite ou au transit prohibé d'hélium d'origine russe relèvent exclusivement des dispositions spécifiques de l'article 14.2.4.

14.2.4 Livraison interdite d'hélium d'origine russe ou via transit

En cas de livraison d'un produit en violation des articles 10.4.1 et 10.4.2 (origine russe directe ou indirecte, transit, transbordement, reconditionnement ou tout procédé destiné à en masquer

l'origine), il est appliqué une pénalité forfaitaire de 5 000 € par livraison, indépendamment des autres pénalités prévues au présent CCP.

La non-conformité est constatée au moyen d'un examen objectif et contradictoire, conformément aux dispositions des articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu de retirer immédiatement le produit non conforme et de procéder à son remplacement par un produit conforme, dans les délais applicables aux livraisons urgentes définis à l'article 8.2.2, et sans aucun surcoût pour l'Établissement.

Ces pénalités s'appliquent sans préjudice :

- Du droit du CNRS de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, conformément à l'article 16 du présent CCP,
- Et de son droit à obtenir la réparation intégrale du préjudice subi.

Les pénalités prévues au présent article ne sont soumises à aucun plafond, compte tenu de la gravité du manquement.

14.2.5 Absence de certificat d'analyse requis

En cas de non-transmission, dans les conditions et délais prévus à l'article 10, du certificat d'analyse obligatoire pour l'hélium gazeux ou liquide, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 100 € par livraison concernée, sans préjudice de l'obligation pour le titulaire de fournir le certificat manquant.

L'absence de certificat d'analyse est constatée au moyen d'un constat objectif et contradictoire, conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Tant que le certificat d'analyse n'a pas été transmis, la livraison correspondante est réputée incomplète et ne peut être considérée comme pleinement conforme aux exigences contractuelles définies à l'article 10.

Cette non-conformité documentaire est sans préjudice :

- Des pénalités applicables en cas de non-conformité du produit (article 14.2.3),
- Ou en cas d'origine interdite (article 14.2.4).

14.2.6 Interruption d'approvisionnement

Constitue une interruption d'approvisionnement, au sens du présent article, toute impossibilité pour le titulaire d'assurer les livraisons dans les délais contractuels applicables définis aux articles 8.2 (livraisons urgentes) et 9.2 (délais de livraison), dès lors que cette impossibilité n'est ni justifiée par un cas de force majeure, ni accompagnée de l'activation d'un plan de continuité conforme aux prescriptions de l'article 9.4.

Cette disposition s'applique avec le même niveau de criticité aux lots 1 et 2, compte tenu du caractère essentiel de l'hélium liquide pour la continuité des activités de recherche.

L'interruption est constatée au moyen d'un constat objectif et contradictoire, établi conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, et peut résulter notamment :

- D'une déclaration explicite d'impossibilité de livrer au titulaire ;
- De l'expiration des délais contractuels sans livraison ;
- De l'incapacité du titulaire à proposer un plan de continuité valide dans les conditions prévues à l'article 9.4.

En cas d'interruption d'approvisionnement imputable au titulaire, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour calendaire d'interruption et par lot concerné, plafonnée à 20 % du montant annuel estimatif du lot.

L'activation par le CNRS de la suspension de l'exclusivité prévue à l'article 8.3, ou le recours à un fournisseur tiers pour assurer la continuité de service, n'exonère pas le titulaire des pénalités prévues au présent article et ne fait pas obstacle à la récupération par le CNRS des surcoûts effectivement supportés.

Ces pénalités s'appliquent sans préjudice :

- Des autres pénalités prévues au présent CCP,
- De la possibilité de résiliation pour faute prévue à l'article 16.

14.3 Pénalités fixées à l'annexe 2 du présent document

Les pénalités fixées dans l'annexe 2 au CCP, en lien avec la confidentialité, la protection des données et les mesures de sécurité, s'appliquent dans les conditions suivantes :

En cas de manquement constaté, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de deux mille (2 000) euros hors taxes par manquement.

En cas de pluralité de manquements distincts constatés sur une même période, la pénalité est appliquée pour chacun des manquements concernés.

15. SOUS-TRAITANCE

15.1 Demande d'acceptation préalable

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-13 du Code de la commande publique, toute prestation que le titulaire entend sous-traiter doit faire l'objet d'une demande écrite préalable d'acceptation, transmise au CNRS au moins quinze (15) jours ouvrés avant le début des prestations sous-traitées.

Cette demande doit comporter :

- Le formulaire DC4 dûment complété ;
- L'ensemble des pièces permettant d'apprécier l'aptitude professionnelle, technique et financière du sous-traitant ;
- Une attestation d'assurance couvrant spécifiquement les prestations confiées ;
- Lorsque la prestation porte sur du transport ou de la manipulation d'hélium liquide ou gazeux, la preuve de la conformité ADR, de la désignation d'un conseiller à la sécurité TMD et des certificats de formation des conducteurs concernés ;

- L'engagement du sous-traitant à respecter l'ensemble des obligations contractuelles du présent accord-cadre, notamment celles relatives :
 - A la sécurité (article 8.1),
 - A la qualité et à la traçabilité (article 10),
 - A la gestion des commandes, des livraisons et à la continuité d'approvisionnement (articles 8.2 à 8.3),
 - A la RSE (article 11),
 - A l'interdiction d'origine ou de transit russe (article 10.4),
 - A la protection des données (articles 17 et 18).

La demande d'acceptation n'a aucun effet tant qu'elle n'a pas reçu l'accord écrit du CNRS.

15.2 Acceptation et portée

Aucune prestation ne peut être sous-traitée sans acceptation préalable et écrite du CNRS, conformément aux articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique et aux stipulations du CCAG-FCS.

L'acceptation par le CNRS :

- Ne modifie en rien la responsabilité du titulaire, qui demeure seul responsable de l'exécution intégrale des prestations, y compris celles réalisées par ses sous-traitants ;
- N'a aucun effet sur les délais contractuels, les engagements de continuité de service, ni sur les obligations de sécurité et de qualité prévues à l'article 8.1
- N'autorise pas le titulaire à invoquer, à quelque titre que ce soit, une limitation ou un transfert de responsabilité au profit du sous-traitant.

En cas de manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles, réglementaires ou de sécurité, notamment celles prévues aux articles 8.1 (sécurité), 8.2 et 8.3 (commandes, livraisons et suspension d'exclusivité), 10 (qualité, contrôle et traçabilité) ou 11 (RSE), le CNRS peut exiger son remplacement immédiat.

15.3 Suivi et contrôle

Le titulaire veille à ce que ses sous-traitants respectent l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre. À cet effet, il leur impose contractuellement des obligations au moins équivalentes à celles qui lui incombent en matière :

- De sécurité et de prévention des risques (articles 8.1) ;
- De gestion des commandes, des livraisons et de continuité d'approvisionnement prévues aux articles 8.2 et 8.3 ;
- De qualité, de traçabilité et de conformité des produits (article 10) ;
- De responsabilité sociale et environnementale (article 11) ;
- D'interdiction de fourniture ou de transit d'hélium d'origine russe (article 10.4) ;
- De protection des données et de confidentialité (articles 17 et 18).

Le CNRS peut, à tout moment, demander au titulaire :

- La communication de tout document utile relatif aux conditions d'intervention des sous-traitants (contrats, procédures, certifications, attestations adr, rapports de conformité, etc.) ;

- L'Établissement d'un rapport détaillé sur les prestations sous-traitées et les moyens mis en œuvre ;
- La mise en œuvre, dans un délai déterminé, de mesures correctives en cas de manquement constaté.

Le CNRS se réserve en outre la possibilité de procéder ou de faire procéder, après information du titulaire, à tout audit ou contrôle sur pièces ou sur site portant sur les prestations exécutées par les sous-traitants, dans le respect des règles de sécurité prévues à l'article 8.1.

Le refus de coopération d'un sous-traitant ou l'absence de mesures correctives dans les délais impartis est imputable au titulaire et peut entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 14, ainsi que, le cas échéant, la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 16.

15.4 Limites et interdictions

La sous-traitance en cascade est interdite, sauf autorisation expresse, écrite et préalable du CNRS. Toute sous-traitance mise en œuvre en violation de cette règle est réputée nulle et constitue un manquement grave du titulaire.

Ne peuvent en aucun cas être sous-traitées, sauf autorisation expresse et écrite du CNRS :

- Les prestations critiques de transport, manutention, dépotage ou reprise des contenants, lorsqu'elles relèvent de la réglementation ADR ou des prescriptions de sécurité applicables aux gaz industriels ;
- Les opérations relatives à la qualité, au contrôle, à la traçabilité des approvisionnements et à la justification de l'origine non russe des produits prévues à l'article 10, et en particulier aux articles 10.4.1 et 10.4.2 ;
- Les prestations qui impliquent un accès aux installations, réseaux, équipements ou données sensibles des utilisateurs ou des bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat du CNRS.

Le titulaire ne peut sous-traiter à une entreprise :

- Ne disposant pas des habilitations, certifications, assurances et compétences requises, notamment les obligations issues de l'adr, du TMD, du Code du travail ou des règles de prévention applicables ;
- Impliquée, directement ou indirectement, dans une chaîne d'approvisionnement susceptible de comporter un risque d'origine ou de transit russe au sens des articles 10.4.1 et 10.4.2 ;
- Ne respectant pas les obligations de sécurité, de confidentialité, de protection des données ou de RSE applicables au présent accord-cadre.

En cas de violation des présentes dispositions, le CNRS peut exiger le remplacement immédiat du sous-traitant concerné, appliquer les pénalités prévues au présent CCP et, le cas échéant, résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, conformément à l'article 16 du CCP.

16. FIN DU CONTRAT – RÉSILIATION

16.1 Cas de résiliation

La résiliation de l'Accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

Les dispositions du « chapitre 7 – Résiliation » du CCAG-FCS sont complétées comme suit :

16.1.1. Manquement grave du titulaire

Constituent notamment des manquements graves :

- Le non-respect des obligations de continuité d'approvisionnement et de sécurisation prévues à l'article 9.4 ;
- La récurrence d'incapacités de livraison ayant conduit à l'activation répétée de la suspension de l'exclusivité du lot concerné, prévue à l'article 8.3 ;
- Toute violation des obligations de qualité, conformité et traçabilité prévues à l'article 10, y compris les obligations de preuve documentaire ;
- La fourniture directe ou indirecte d'hélium d'origine russe ou ayant transité dans des conditions prohibées au sens des articles 10.4.1 et 10.4.2 ;
- La non-transmission des livrables RSE, leur transmission tardive ou incomplète, lorsqu'elle persiste malgré l'application des pénalités prévues à l'article 14.1.1 ou en cas de manquements répétés ;
- Le non-respect des obligations de sécurité d'exécution prévues à l'article 8.1 ;
- Le non-respect des obligations de confidentialité (article 17) ou de protection des données personnelles (article 18).

16.1.2. Fausse déclaration, dissimulation ou document falsifié

La résiliation peut être prononcée de plein droit en cas de :

- Fausse déclaration d'origine,
- Dissimulation volontaire d'un transit,
- Falsification ou altération de documents douaniers, de certificats d'origine ou de traçabilité,
- Production de documents inexacts ou trompeurs dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

16.1.3. Défaut de mise en œuvre des mesures correctives

Le CNRS peut résilier l'accord-cadre lorsque :

- Le titulaire ne met pas en œuvre, dans les délais fixés, les mesures correctives décidées lors des réunions de suivi prévues à l'article 7,
- Ou lorsque les non-conformités se répètent malgré les alertes et demandes formelles du CNRS.

16.1.4. Motif d'intérêt général

Le CNRS peut résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, lorsque la poursuite de son exécution n'est plus justifiée (article L.2195-3 du Code de la commande publique).

16.1.5. Force majeure

L'accord-cadre peut être résilié en cas de force majeure empêchant définitivement son exécution.

Toutefois, une tension du marché ou une indisponibilité temporaire de la ressource ne constitue pas un cas de force majeure dès lors qu'un plan de continuité conforme à l'article 9.4 n'a pas été activé ou n'a pas été rendu opérant par le titulaire.

16.1.6. Rupture ou réduction significative d'approvisionnement sans activation du plan de continuité

Toute rupture d'approvisionnement non justifiée par un cas de force majeure et non accompagnée de la mise en œuvre effective du plan de continuité prévu à l'article 9.4 constitue un manquement grave justifiant la résiliation.

16.2 Procédure de résiliation

Sauf dans les cas où la résiliation peut être prononcée avec effet immédiat en application des articles 16.1 et 16.3, la résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

La mise en demeure :

- Expose précisément les manquements constatés, sur la base d'un constat objectivé et contradictoire ;
- Fixe au titulaire un délai maximal de quinze (15) jours calendaires pour présenter ses observations et remédier aux manquements, sauf délai plus court justifié par des impératifs de continuité de service, de sécurité ou de protection des utilisateurs ;
- Précise qu'à défaut de régularisation dans le délai imparti, la résiliation pourra être prononcée aux torts exclusifs du titulaire.

Lorsque les manquements constatés sont, par nature, non régularisables (notamment en cas de fourniture d'un produit d'origine interdite, de falsification documentaire, de violation grave des règles de sécurité, ou de rupture d'approvisionnement non accompagnée d'un plan de continuité conforme), le CNRS peut engager immédiatement la procédure de résiliation sans exiger de mesures correctives.

À l'issue du délai fixé par la mise en demeure, et en l'absence de régularisation constatée par le CNRS, la résiliation est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date indiquée dans la notification.

16.3 Résiliation en urgence

Lorsque le manquement du titulaire crée une situation d'urgence compromettant immédiatement :

- La continuité de l'approvisionnement en hélium,
- La sécurité des personnes ou des installations,
- La sécurité d'exécution des prestations (y compris obligations adr et protocoles de sécurité),
- La confidentialité ou la protection des données au sens des articles 17 et 18,

Le CNRS peut, sans attendre l'expiration de la procédure décrite à l'article 16.2 :

1. Faire exécuter immédiatement tout ou partie des prestations par un tiers, aux frais et risques exclusifs du titulaire, conformément aux dispositions applicables du CCAG-FCS ;
2. Prononcer la résiliation de l'accord-cadre avec effet immédiat, par simple notification motivée adressée au titulaire.

L'urgence peut résulter notamment :

- D'une incapacité déclarée ou avérée du titulaire à assurer les livraisons dans les délais applicables, y compris après activation de la suspension d'exclusivité prévue à l'article 8.3 ;
- D'une rupture ou diminution significative des approvisionnements non accompagnée d'un plan de continuité conforme à l'article 9.4 ;
- D'un incident de sécurité grave lors des opérations de transport, de dépotage ou de reprise des contenants ;
- D'une atteinte grave et immédiate à la sécurité ou à la confidentialité des données et informations traitées.

Tous les surcoûts résultant du recours à un tiers sont intégralement à la charge du titulaire défaillant et peuvent être compensés d'office sur les sommes dues à ce dernier.

Par dérogation aux articles 36 et 37 du CCAG-FCS, le CNRS peut, en cas d'urgence, faire exécuter immédiatement tout ou partie des prestations par un tiers, aux frais et risques exclusifs du titulaire, sans mise en demeure préalable.

16.4 Effets de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents

La résiliation de l'accord-cadre, pour quelque cause que ce soit, n'emporte pas de plein droit la résiliation des marchés subséquents conclus antérieurement à sa date de prise d'effet.

Les marchés subséquents régulièrement conclus avant la résiliation de l'accord-cadre demeurent exécutoires jusqu'à leur terme, sous réserve des stipulations qui leur sont propres et dans le respect des dispositions du présent CCP.

Pour les marchés subséquents conclus par les bénéficiaires de l'activité de centrale d'achat, la décision de poursuivre l'exécution ou de prononcer la résiliation du marché subséquent relève exclusivement du bénéficiaire concerné.

Le CNRS ne saurait être tenu responsable des conditions d'exécution, de suspension ou de résiliation des marchés subséquents conclus par les bénéficiaires.

16.5 Résiliation d'un marché subséquent par un bénéficiaire

Chaque bénéficiaire de la centrale d'achat peut résilier le marché subséquent qu'il a conclu sur le fondement du présent accord-cadre, lequel constitue un contrat distinct, dans les conditions et selon les modalités prévues par le CCAG-FCS applicable audit marché subséquent, ainsi que, le cas échéant, par les stipulations qui lui sont propres.

Cette résiliation est sans effet sur la validité et la poursuite de l'accord-cadre et des autres marchés subséquents en cours, sauf décision contraire expressément prise par le CNRS dans les conditions prévues au présent article.

16.6 Conséquences de la résiliation

La résiliation de l'accord-cadre, qu'elle soit prononcée selon les articles 16.1, 16.2 ou 16.3, emporte les conséquences suivantes :

16.6.1. Cessation des prestations

Le titulaire cesse immédiatement toute prestation, sauf celles dont l'interruption créerait un risque pour la sécurité des personnes, des installations ou des contenants.

Dans ce cas, il poursuit uniquement les opérations strictement nécessaires à la sécurisation de la situation, sous contrôle du CNRS.

16.6.2. Reprise des prestations par un tiers

Le CNRS peut faire exécuter tout ou partie des prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

Les surcoûts résultant de cette substitution sont intégralement récupérables sur les sommes dues au titulaire.

16.6.3. Restitution des informations et documents

Le titulaire remet au CNRS, dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés :

- L'ensemble des documents, données et informations nécessaires à la continuité du service (plans de continuité, traçabilité des approvisionnements, protocoles ADR, certificats d'analyse, historiques de livraison, planning logistique, etc.) ;
- Les documents nécessaires à la vérification des obligations d'origine et de transit (article 10.4).

Aucun droit d'usage ou de rétention ne peut être invoqué par le titulaire.

16.6.4. Gestion et reprise des contenants

Les contenants appartenant au titulaire sont repris dans un délai maximal de dix (10) jours ouvrés suivant la notification de résiliation, conformément aux règles de sécurité applicables. Toute reprise tardive ou non sécurisée peut donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 14.2.2.

16.6.5. Conséquences financières

Le CNRS peut :

- Retenir toute somme restante due au titulaire jusqu'à apurement complet des surcoûts liés au recours à un tiers, des pénalités et des dommages-intérêts éventuels ;
- Compenser d'office, conformément à l'article 1347 du code civil, les créances réciproques.

La résiliation pour faute ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

16.6.6. Maintien des responsabilités

La résiliation ne libère pas le titulaire :

- Des responsabilités liées aux prestations déjà exécutées,
- Des pénalités encourues avant la date d'effet de la résiliation,
- Des obligations de confidentialité (article 17) et de protection des données (article 18) et des engagements figurant à l'annexe 2 du présent CCP, qui demeurent applicables après la fin du contrat.

16.6.7. Continuité de service

La résiliation ne doit en aucun cas interrompre l'approvisionnement.

Le CNRS peut demander au titulaire toute assistance nécessaire pour assurer, sans surcoût, la transition avec un nouveau fournisseur.

16.7 – Dispositions applicables aux marchés subséquents et aux bons de commande

En cas de résiliation de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur son fondement demeurent exécutoires jusqu'à leur échéance normale, sauf décision contraire du bénéficiaire concerné motivée par l'intérêt du service ou par un manquement du titulaire.

Chaque bénéficiaire peut alors soit maintenir l'exécution du marché subséquent, soit prononcer sa résiliation dans les conditions du CCAG-FCS. Cette décision est indépendante pour chaque marché subséquent.

Les bons de commande non exécutés à la date d'effet de la résiliation peuvent, au choix du bénéficiaire :

- être annulés sans indemnité pour le titulaire ;
- être exécutés jusqu'à leur terme.

17. PROPRIÉTÉ – CONFIDENTIALITÉ

17.1 Propriété des contenants

Les contenants utilisés pour la livraison, le stockage temporaire ou le transport de l'hélium, quels qu'en soient le type et la capacité (Dewars, réservoirs mobiles, conteneurs fixes, cadres de bouteilles, remorques), demeurent la propriété exclusive du titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, y compris lorsqu'ils sont immobilisés sur un Établissement entre deux livraisons.

L'Établissement assure la garde des contenants dans les conditions normales de sécurité applicables au site, sans préjudice de la responsabilité du titulaire, qui demeure intégralement responsable :

- De l'entretien, de la conformité réglementaire et de la maintenance des contenants ;
- Du respect des prescriptions relatives aux équipements sous pression et au transport de matières dangereuses, notamment l'arrêté TMD du 29 mai 2009 modifié, l'ADR et l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif aux équipements sous pression transportables ;
- De toute défaillance, fuite, anomalie ou non-conformité affectant les contenants, sauf faute prouvée de l'Établissement.

L'Établissement ne peut effectuer aucune modification, réparation ou intervention technique sur les contenants, qui restent sous la responsabilité exclusive du titulaire.

Les modalités d'immobilisation, de franchise, de reprise et de facturation de la location sont définies à l'article 9.3 « Immobilisation et reprise des contenants ». Toute reprise tardive, non sécurisée ou non conforme aux règles applicables peut donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 14.2.2.

Conformément aux dispositions de l'article 9.3 « Immobilisation et reprise des contenants » et de l'article 16.6.4 du présent CCP.

17.2 Obligation de confidentialité

Toutes les données, informations et documents transmis ou générés dans le cadre du présent accord-cadre sont strictement confidentiels. Cette obligation couvre notamment, sans s'y limiter :

- Les volumes, consommations, fréquences de livraison et besoins prévisionnels de l'Établissement;
- Les données techniques et logistiques relatives aux installations, aux plans d'accès, aux procédures de sécurité et aux modes opératoires ;
- Les informations relatives à la continuité d'approvisionnement, aux stocks, aux tensions sur le marché ou aux plans de continuité ;
- Les résultats d'analyse, données de traçabilité, certificats d'origine et informations relatives aux chaînes d'approvisionnement ;
- Toute information portant sur les activités, l'organisation ou les vulnérabilités des Établissements.

Le titulaire s'interdit :

- De divulguer ces informations à des tiers, y compris à ses partenaires, filiales ou sous-traitants non autorisés ;
- De les utiliser à d'autres fins que l'exécution du présent accord-cadre ;
- D'exploiter ces données dans le cadre d'autres activités commerciales, d'analyses de marché ou de tout comportement susceptible d'altérer la concurrence.

Lorsque des sous-traitants interviennent conformément à l'article 15, le titulaire doit leur imposer contractuellement des obligations de confidentialité identiques et en garantir le respect.

Cette obligation de confidentialité, ainsi que les engagements correspondants figurant à l'annexe 2 du présent CCP, demeure applicable pendant une durée de cinq (5) années après la fin du présent accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, et s'applique à l'ensemble des copies, sauvegardes et archives détenues par le titulaire ou ses sous-traitants.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des obligations spécifiques de protection des données à caractère personnel prévues à l'article 18.

17.3 Mesures de protection

Le titulaire met en œuvre l'ensemble des mesures techniques, organisationnelles et juridiques nécessaires pour garantir la protection des informations confidentielles et des données traitées dans le cadre du présent accord-cadre, ainsi que le respect des engagements figurant à l'annexe 2 du présent CCP.

Ces mesures incluent notamment :

- L'application du principe de limitation d'accès (« need-to-know ») à son personnel et à ses sous-traitants autorisés ;
- La mise en place de dispositifs de sécurité physiques et logiques conformes aux bonnes pratiques sectorielles et, à titre de référence, aux normes ISO 27001 et aux recommandations de la CNIL ;
- La sécurisation des échanges électroniques (mails, plateformes documentaires, transferts logistiques), y compris par chiffrement lorsque la sensibilité des documents l'exige ;
- La protection contre tout accès non autorisé aux données, y compris lors des opérations sur site (livraisons, reprises de contenants, inspections) et lors de la manipulation de documents sensibles (certificats d'analyse, documents de traçabilité, certificats d'origine, documents ADR) ;
- L'interdiction de toute captation, reproduction, conservation ou diffusion non autorisée d'informations visuelles, sonores ou numériques relatives aux établissements ;
- L'obligation d'imposer contractuellement à tout sous-traitant autorisé des mesures de protection équivalentes.

Le CNRS peut vérifier à tout moment la mise en œuvre de ces mesures ou en exiger l'adaptation en fonction de l'évolution des risques ou des exigences réglementaires, y compris celles précisées à l'annexe 2 du présent CCP.

Tout manquement aux obligations du présent article, ainsi qu'aux engagements figurant à l'annexe 2 du présent CCP, constitue un manquement grave pouvant entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 14, ainsi que la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 16.

18. PROTECTION DES DONNEES

Le suivi de la conformité aux obligations en matière de protection des données personnelles, y compris les éventuelles violations et mesures correctives mises en œuvre, fait l'objet d'une restitution systématique lors des réunions semestrielles de suivi prévues à l'article 7

Les exigences détaillées en matière de protection et de sécurité des données sont précisées à l'annexe 2 relative à la protection et à la sécurité.

18.1 Cadre légal

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables à la protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à

l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que les recommandations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

18.2 Nature des données traitées

Les données personnelles traitées dans le cadre du présent accord-cadre peuvent inclure, sans s'y limiter, les noms, prénoms, coordonnées professionnelles, fonctions, informations relatives aux chauffeurs et aux interlocuteurs techniques des Établissements, ainsi que toute donnée nécessaire à la bonne exécution des prestations, conformément aux principes énoncés à l'article 5 du RGPD.

18.3 Finalité et limitation d'usage

Ces données ne peuvent être utilisées par le titulaire qu'aux seules fins d'exécution de l'accord-cadre, conformément au principe de limitation des finalités prévu à l'article 5-1.b du RGPD.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers non autorisés qu'avec l'accord préalable de l'Établissement, sauf obligation légale ou réglementaire, conformément à l'article 6 du RGPD.

18.4 Mesures de sécurité

Le titulaire prend toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la sécurité et la confidentialité des données personnelles, afin d'éviter toute perte, altération, accès ou divulgation non autorisée, conformément à l'article 32 du RGPD.

Il veille à ce que ses sous-traitants respectent ces mêmes obligations, y compris par la mise en place de clauses contractuelles appropriées, en application de l'article 28 du RGPD.

18.5 Notification des violations

En cas de violation de données personnelles, le titulaire informe immédiatement l'Établissement, et au plus tard dans les vingt-quatre heures suivant la découverte de l'incident, conformément à l'article 33 du RGPD.

Cette notification précise la nature de la violation, les données concernées, les conséquences potentielles, ainsi que les mesures correctives mises en œuvre ou prévues.

18.6 Durée de conservation

Les données personnelles traitées dans le cadre du présent accord-cadre sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à son exécution, puis archivées ou supprimées conformément à la législation applicable, aux articles 5-1.e et 17 du RGPD, et aux instructions de l'Établissement.

19. ASSURANCES

Chaque année, le Titulaire doit présenter une nouvelle attestation d'assurance actualisée et l'adresser au CNRS par voie électronique à l'adresse ddai.marches@cnrs.fr

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du CNRS et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

19.1 Obligation de couverture

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur, pendant toute la durée de l'accord-cadre, les assurances exigées au présent article.

19.2 Garanties minimales requises

L'attestation doit mentionner, a minima :

- Une assurance responsabilité civile professionnelle, incluant les opérations de transport et de manutention de gaz industriels, conformément à l'article L.211-1 du Code des assurances ;
- Une assurance responsabilité civile exploitation, couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, y compris aux Établissements, dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre ;
- L'assurance obligatoire relative au transport de matières dangereuses, conformément à l'Accord ADR, à l'arrêté TMD du 29 mai 2009 modifié et aux législations nationales applicables.

19.3 Contenu des attestations

Les attestations doivent préciser la nature des garanties souscrites, les montants assurés pour chaque type de dommage et les franchises applicables, en conformité avec l'article L.112-4 du Code des assurances.

19.4 Modification ou résiliation

En cas de modification substantielle des contrats d'assurance, de réduction des garanties ou de résiliation, le titulaire doit en informer le CNRS sans délai et transmettre la nouvelle attestation correspondante dans un délai maximal de dix jours ouvrés à compter de l'événement.

19.5 Défaut de présentation

Le non-respect de l'obligation de présentation ou de maintien en vigueur des assurances requises constitue un manquement grave susceptible d'entraîner l'application de pénalités, la suspension des prestations ou la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

20. LITIGES RELATIFS A L'ACCORD-CADRE

Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'Accord-cadre ainsi que les éventuels différends et litiges nés de l'exécution des prestations objet du présent Accord-cadre.

A défaut, le tribunal compétent dans l'exécution de l'Accord-cadre est le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 boulevard de l'Hautil, BP 30322, 95027 Cergy-Pontoise cedex.

21. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Clause du CCP concernée	Article du CCAG-FCS concerné	Nature de la dérogation dans le CCP
3 – Ordre de priorité des documents	Art. 4.1	Ordre de priorité des documents contractuels
14 – Pénalités	Art. 14.1.1 et 14.1.3	Remplacement du mode de calcul proportionnel par des pénalités forfaitaires ; pénalités cumulables ; application sans mise en demeure ; suppression de l'exonération